



VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

24 MARS 1964 N° 10

Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

COUP DE SEMONCE ? OU COUP POUR RIEN !

SOMMES-NOUS contents de notre sort ? Satisfaits de nos salaires ? Heureux de travailler 45, 48 ou 50 heures par semaine ? Réconfortés de savoir que c'est grâce à l'écart croissant entre l'évolution des salaires et celle des prix que les industriels français sont prospères ?

Certes non ! Nous savons bien tous que beaucoup d'entre nous ne verront pas l'âge de la retraite si les horaires actuels continuent. Nous savons bien que la vie n'est pas vivable quand à neuf heures par jour de présence dans l'entreprise, il faut ajouter une heure ou deux ou trois de transport. Nous savons bien aussi qu'en face de cette fausse prospérité où les boutiques, les magasins sont remplis d'objets utiles souhaitables ou nécessaires à rendre la vie meilleure, nous ne pouvons, en travaillant pourtant toujours plus intensément sinon plus longtemps, que de moins en moins les acheter.

Mais alors que pouvons-nous faire ?

Attendez que le gouvernement et le patronat aient pitié de nous, rétablissent les 40 heures sans diminution de salaire (ce qui correspond à 20 ou 25 % d'augmentation selon les cas) ? Attendez que les patrons nous donnent généreusement un argent qu'ils considèrent comme leur et à la possession duquel ils consacrent tous leurs efforts ?

Non bien sûr.

Alors, combattre, lutter ?

Mais la journée de grève du 18 mars montre, après bien d'autres, que ce n'est pas n'importe quelle lutte qui peut payer, qui peut faire céder les patrons et leur gouvernement.

La plupart des Centrales syndicales disent aujourd'hui, au lendemain de cette journée, qu'il faut « intensifier nos luttes », « augmenter notre pression ».

Qu'est-ce que cela veut dire ? Ne cherchons pas, cela ne veut rien dire.

Le combat entre la classe ouvrière et le patronat n'est pas un jeu de société où il suffit d'observer certaines règles pour gagner. Le gouvernement et le patronat ne vont pas dire : « Votre grève a été très réussie, vous avez gagné, voilà vos revendications. »

Qu'ont-ils à craindre, le gouvernement et le patronat, d'une grève qu'ils savent à l'avance limitée ? Que peuvent-ils y perdre ? Une journée de production, de fonctionnement ou de recettes, un point c'est tout. Ils font leurs comptes et comme c'est sans commune mesure avec la perte qu'entraînerait pour eux la satisfaction de nos revendications, ils attendent que le travail reprenne et que les travailleurs soient bien écouvés de ce genre d'action.

Ce n'est pas la gêne mineure apportée au gouvernement et au patronat par une heure, deux heures ou 24 heures de grève, qui peut les faire céder. Même si l'on répète ce type d'actions une fois par mois, ou une fois par semaine, elles seront, pour le patronat, compatibles avec une production normale car on trouvera bien en plus le moyen de nous faire récupérer les heures perdues.

Il faut bien voir que ce dont nous avons besoin, que ce que nous revendiquons, est très important.

Le patronat ne peut céder ne serait-ce que sur la revendication concernant les 40 heures que si la classe ouvrière lui fait, dans la lutte, perdre des sommes considérables, comparables à celles qu'il devrait consentir à nous verser.

Le gouvernement, quant à lui, ne cédera que si la classe ouvrière le met en face de troubles, de manifestations, de conflits, qu'il soit incapable de régler par la simple menace de ses C.R.S. et qui mettraient le régime en danger.

La situation est sérieuse. Il y va de notre avenir. Si les Centrales syndicales par leur politique stupide arrivent à nous dégoûter de la lutte syndicale et de la lutte gréviste, non seulement nous ne pourrions pas améliorer notre sort, mais nous le verrons empirer dans des conditions incroyables.

Ou tout subir, ou nous battre sérieusement, il n'y a pas d'autre alternative.

V. O.

18 Mars :

Les raisons d'une mascarade

LA parodie de grève générale jouée, sans enthousiasme, par six millions de salariés, montre à quel point les formes de lutte ouvrière ont été dégradées par les directions actuelles.

La grasse matinée pour les uns, la gêne pour les autres, quelques défilés, la vie ralentie : guère plus d'importance qu'un jour férié.

Pourtant ils étaient six millions enfin réunis dans une même grève mais que les Centrales se sont refusées à mobiliser en une manifestation centrale : à Matignon par exemple pour expliquer au gouvernement ce qu'ils pensaient du plan de stabilisation — six millions qui n'ont pu montrer leur force.

Le résultat est que la classe ouvrière est retournée le lendemain à l'atelier et au bureau encore un peu plus dégoûtée, encore un peu moins confiante dans l'efficacité de la lutte gréviste.

Pour la C.G.T. c'était là le début et la fin de la campagne de printemps. Obligée de donner une forme massive à cette grève symbolique, à cause de l'hostilité des ouvriers aux mouvements partiels et de la démagogie C.F.T.C. elle peut, l'âme en paix, repartir d'actions locales.

Ainsi, alors que l'offensive gouvernementale contre le niveau de vie inaugurée par le plan de stabilisation continue, que les métaux de Saint-Nazaire se battent, le dos au mur, les syndicats, une

fois de plus, ont démissionné en cette journée honteuse qui, telle qu'elle fut organisée, ne pouvait aboutir à rien, à moins de faire passer d'un plan de bataille plus général et non d'être une fin en soi. Le pouvoir en sort grandi, apparemment intouchable. Et, Andrieu, dans « L'Humanité » du 19 mars concluait mélancoliquement pour l'avenir : « Un jour ou l'autre, [le pouvoir] sera contraint de céder aux légitimes revendications des grévistes et administrera ainsi la preuve involontaire de l'efficacité de l'action unie. Mais en persistant dans son refus jusqu'au dernier quart d'heure, il apparaît lui-même toujours plus nettement comme l'ennemi des intérêts des travailleurs. »

En attendant ce jour béni, on peut se demander pourquoi les syndicats renoncent ainsi, non pas seulement à l'action révolutionnaire — il y a trop longtemps qu'ils sont partie intégrante du système pour qu'elle leur soit accessible — mais simplement à la défense élémentaire des intérêts immédiats de la classe ouvrière, rejetant un rôle que de tous temps les syndicats réformistes et, encore actuellement les syndicats américains, continuent de jouer.

L'argument décisif du P.C.F. et de la C.G.T., principales organisations ouvrières, c'est que, face au régime gaulliste « pouvoir renforcé des monopoles » toute lutte économique d'envergure se heurterait immédiatement à l'appareil d'Etat qui massacrerait les ou-

vriers. Il explique ainsi son refus de s'engager vers une grève générale même pendant la grève des mineurs.

L'inconsistance de l'argument étonne, au moment où les étudiants et les paysans manifestent sans crainte, contre un régime qui ne peut d'ailleurs leur opposer que quelques unités de police ou de CRS l'armée française, à l'exception de quelques corps spéciaux, est actuellement inutilisable pour ce genre de besogne).

Mais sous le prétexte il y a une réalité. Le changement apporté par le régime gaulliste, s'il ne touche pas au rapport de forces profond resté très favorable au mouvement ouvrier, il ne trouve face à lui que l'appareil d'Etat, car la droite organisée est quasi inexistante), a transformé les institutions et réduit le rôle du Parlement de telle manière que le P.C.F. n'a plus aucune perspective politique à donner à son agitation. Aucun espoir, avec l'actuelle assemblée, de participer au système dans le cadre d'un gouvernement de gauche, qu'il soutiendrait de l'extérieur ou, qui sait, de l'intérieur.

Tous ses espoirs sont reportés sur une alliance électorale de toute la « gauche » pour élire un président qui lui rendrait une partie de son ancien rôle dans les institutions, ce que Defferre se refuse énergiquement à lui concéder.

Mais à ces motifs épisodiques à l'instigation du P.C.F. ajoutent des raisons autrement plus profondes. Contrairement à sa propagande, le plan de stabilisation n'est pas dû à la nature réactionnaire du pouvoir gaulliste, pouvoir des monopoles. Le régime fort a bon dos. Non qu'il ne soit au service exclusif des monopoles mais, ce que le P.C.F. feint d'oublier, pas plus que la plus démocratique des républiques bourgeoises.

Bien plus, le plan de stabilisation, tentative de renflouer l'économie sur le dos de la classe ouvrière, n'est pas spécifique à la France. De ce niveau de la démocratie qu'est la Suisse à l'Italie, en passant par l'Angleterre et son parlement modèle, toute l'Europe, même en cette période de prospérité relative, se retrouve aux prises avec des problèmes que tous les gouvernements tentent de résoudre de la même manière. Une réunion des ministres des différents pays d'Europe est d'ailleurs prévue pour coordonner les mesures de sauvegarde. Cette réalité, le P.C.F. la cache soigneusement ; pour lui c'est le gaullisme qui est mauvais, c'est lui qu'il faut abattre, sans douleurs ; vive la démocratie qui se renove.

On ne peut espérer de meilleur cache-sexe à la bourgeoisie.

Celle-ci reconnaît ses serviteurs. Son organe libéral, « Le Monde », affirme : « Manifestement si les syndicats ne veulent pas engager une vraie épreuve de force c'est aussi parce qu'ils craignent d'être accusés d'avoir saboté le redressement économique français. » Cette analyse explique bien plus que la situation actuelle. La France impérialiste a souffert comme toute l'Europe des deux dernières guerres mondiales. Finis les emprunts russes ou sur les pays de l'Est, finie l'exploitation d'une bonne partie du monde. L'économie ne survit qu'avec les

Au Congrès de l'U.E.C.

LES remous soulevés par le septième congrès de l'Union des Etudiants communistes ne sont pas près de se calmer. Toute la presse s'est faite l'écho des discussions qui s'y sont déroulées. Mais, à part quelques ceptions, personne n'a montré que le fait essentiel était la démonstration de l'impossibilité de la victoire d'une opposition au sein d'une organisation stalinienne.

Le congrès s'est déroulé pençant quatre jours, deux nuits, avec une séance de près de 28 heures, et pourtant, il n'est pas arrivé à voter une seule décision politique. Il s'est incapacité en renvoyant in-extremis les décisions à prendre à un congrès extraordinaire.

Que s'est-il donc passé ?

Dès le début du congrès, par le choix même de l'ordre du jour, il était évident que le bureau national sortant voulait orienter la bataille dans un sens très particulier : élimination, ou en tout cas, condamnation, d'une opposition très vite qualifiée pour les besoins de la cause de « gauchiste », condamnation qui devait logiquement s'accompagner de celle du parti communiste chinois et bien sûr, d'une résolution inverse en faveur du parti communiste d'U.R.S.S.

La lutte allait très vite cristalliser quatre forces distinctes : la majorité (180 mandats sur 350) en faveur d'une totale allégeance au Parti Communiste Français, représentant en grande partie les secteurs de province, hostile à une libre discussion des textes du parti.

L'opposition de gauche (environ 70 mandats) est composée surtout des secteurs parisiens et lyonnais. Elle possède une meilleure culture politique et se réclame du marxisme révolutionnaire. Malgré tout d'homogénéité, elle est d'accord pour remettre en question, pour discuter, et refuser d'accepter en bloc les thèses du parti.

Entre ces blocs évoluent deux autres tendances.

Celle des « indéterminés » (50), ce sont les délégués honnêtes, syndicalistes étudiants plutôt que militants politiques, ne comprenant pas toujours les thèses de l'opposition de gauche, mais favorable en tout cas à la libre discussion de ces thèses.

Enfin, la tendance dite « du bureau national » ou « italienne », composée comme son nom l'indique, des membres du bureau, sans ligne politique possible (c'est pour faire semblant d'en avoir une qu'elle se réfère aux italiens) et dont le seul but commun est le maintien de chacun au poste dirigeant. Pour cela elle navigue selon ses besoins entre les deux blocs, mais avec un penchant naturel pour celui de la majorité.

Comment se sont déroulées les batailles ?

Contre-attaquant aux demandes de condamnation sans discussion des thèses de la gauche, celle-ci réclamait au contraire, soit que l'on condamne par des motions de tels procédés, soit qu'on change l'ordre du jour pour étudier des problèmes pratiques de l'U.E.C.

(Lire la suite en page 7)

(Lire la suite en page 7)

De Gaulle au Mexique : EUROPE ET AMERIQUE LATINE

GASTON DEFERRE aurait déclaré, lors d'une interview, qu'on ne pouvait pas savoir si de Gaulle était allé au Mexique pour renforcer ses liens avec la France ou seulement pour ennuier les Etats-Unis et, à vrai dire, la plupart des commentateurs ont estimé que c'était ni pour l'une ni pour l'autre de ces raisons, mais pour les deux à la fois, les liens entre la France et le Mexique, et plus généralement entre l'Europe et le continent Sud Américain, ne pouvant se renforcer qu'au détriment des intérêts yankees.

Même la prudence du communiqué préliminaire aux entretiens, adressant un coup de chapeau poli au puissant voisin du Nord était l'indice que ce voyage, dans l'esprit même des protagonistes, était une intrusion dans la chasse gardée de l'impérialisme américain.

Enfin, et c'est sûrement pas le moins calculé, c'est dans son style très personnel, qu'après avoir décliné une invitation de Johnson à se rendre aux U.S.A. ainsi qu'il était prévu avant l'assassinat de Kennedy, De Gaulle a annoncé son intention de se rendre au Mexique.

Tout le monde a dit et répété cependant, que ce voyage ne changeait pas grand chose aux rapports entre le Mexique et les U.S.A., que l'économie mexicaine était trop dépendante de ces derniers pour que la France puisse déplacer les U.S.A. de leurs positions économiques et que ce voyage ne pouvait apporter qu'une « implantation morale » de la France.

Tout le monde a dit et répété aussi que le voyage au Mexique n'était qu'un test pour préparer celui de septembre dans les dix républiques d'Amérique latine, mais que le problème se poserait fondamentalement de façon identique quant aux rapports avec les U.S.A., même si l'on tenait compte du fait que De Gaulle se poserait en fait autant comme représentant de « l'Europe » que comme représentant de l'impérialisme français. Car même l'Europe, avec ou sans « Marché commun », n'est pas susceptible de concurrencer économiquement les U.S.A. en Amérique Latine.

Mais alors à quoi bon ce voyage et ceux qui vont suivre? Faut-il croire que De Gaulle cherche à ennuier les Etats-Unis pour le plaisir? Ce serait mal connaître les dirigeants impérialistes qui ne font rien pour la gloire qui ne se monnaie pas. Les moindres gestes de nos dirigeants sont calculés en fonction des intérêts des puissances d'argent qu'ils représentent. D'ailleurs, De Gaulle a eu cours de ce voyage l'a bien montré que à travers l'Atlantique en Boeing (appareil fabriqué et vendu par des sociétés américaines) parce qu'il est plus rapide, mais qui s'est imposé dans un changement d'avion à deux pas de diminuer pour pouvoir faire, en arrivant, de la publicité à la Caravelle (fabriquée par des sociétés d'autant plus françaises qu'elles sont nationales). Et, si le voyage de De Gaulle ne pouvait nuire aux américains sur le plan économique ou politique il ne pourrait en rien les gêner, car comme tous les impérialistes ils n'ont de susceptible que la poche à dollars.

Il est bien évident que l'impérialisme français uni ou pas aux autres impérialismes européens, ne peut pas songer à déplacer l'impérialisme américain de ses positions en Amérique du Sud, mais il peut permettre aux différentes républiques sud-américaines de prendre du champ par rapport à lui, de jouer à l'intérieur de l'Atlantique, le jeu que d'autres ont joué entre l'Est et l'Ouest pour aboutir non pas à l'éviction totale des bases économiques de l'impérialisme sur leur territoire, mais à obtenir de lui certaines renonciations ou des conditions plus avantageuses pour la bourgeoisie nationale de ces pays.

Le voyage de De Gaulle, comme ceux qu'il se propose de mener, ne vise qu'à cela, à faire en sorte que les pays d'Amérique du Sud, et tous ceux du tiers monde, sachent qu'ils pourront spéculer sur un antagonisme économique, limité mais certain, entre l'impérialisme américain d'une part et l'eu-

ropéen de l'autre. Ils pourront ainsi disposer d'une marge de manœuvre qui pourra leur permettre de faire reculer politiquement l'impérialisme américain dans certains domaines, d'entamer dans certains cas, par l'intermédiaire de nationalisations par exemple, une lutte politique en laissant s'implanter, là où un apport externe est nécessaire, des capitaux européens plutôt qu'américains.

Ce type de marchandage a été fort utilisé par les pays du Moyen-Orient pour obtenir des différentes compagnies pétrolières bénéficiaires de concessions, des redevances de plus en plus importantes. Le marchandage se faisait sur le plan politique en se servant de la guerre froide Est-Ouest et, sur le plan économique, en utilisant les rivalités anglo-américaines et, surtout, en se servant de l'outsider italien particulièrement actif sur le plan du pétrole, ce qui a d'ailleurs peut-être coûté la vie au Président de l'Office Italien des hydrocarbures, Enrico Mattéi.

Mais le meilleur exemple est encore celui des relations économiques entre la France et le Mexique. Bien avant que De Gaulle entreprenne son voyage, en 1963, l'impérialisme français avait accordé au Mexique un ensemble de trois prêts à long terme d'un total de 75 milliards d'anciens francs qui étaient destinés à permettre au Mexique d'acheter à la France des entreprises de pétrochimie et des raffineries de sucre. Les américains n'ont pas vu d'un bon œil cette intrusion sur le

marché sud-américain dans un domaine où ils sont sourcilieux. Aussi le Mexique n'a-t-il pas utilisé les prêts français car les américains ont joué le jeu et ont offert au Mexique de construire les entreprises en question à des conditions plus avantageuses encore que celles faites par la France. Et, troisième volet du triptyque, une autre utilisation du prêt français vient d'être négociée entre la France et le Mexique. Ainsi le Mexique a pu obtenir à la fois un prêt de l'impérialisme français pour lui faire des achats, et des meilleures conditions de l'impérialisme américain, tandis que l'impérialisme français, pour sa part, s'ouvrait une partie, quoique une toute petite partie à sa taille, d'un marché jusque-là réservé aux américains.

Cette politique est possible pour un ensemble de raisons dont les principales résident dans les modifications intervenues depuis la fin de la guerre mondiale, dans les rapports entre les Etats du tiers monde et les puissances colonialistes et impérialistes. La révolte des peuples coloniaux a permis à leurs dirigeants de s'affranchir, au bénéfice des classes possédantes, de la domination politique absolue de l'impérialisme, du fait de l'impossibilité de plus en plus grande où se trouvent les différents impérialistes d'intervenir militairement pour faire respecter leurs intérêts lorsqu'ils sont mis en cause.

Le Mexique est justement l'un des pays qui juste avant la guerre a pu le premier nationaliser les

compagnies pétrolières américaines sans encourir une intervention armée de la part des U.S.A., ceux-ci étant assurés d'avoir à se mesurer du fait des vestiges de la révolution de 1910 avec un mouvement ouvrier puissant et une population irréductiblement hostile.

La politique de la France est donc de permettre aux Républiques sud-américaines et au Mexique de mener un jeu plus souple, avec une marge plus grande vis-à-vis des U.S.A. Il s'agit en quelque sorte de rendre aux U.S.A. la monnaie de leur pièce en rééditant dans leurs chasses gardées la politique qu'ils ont eux-mêmes menée vis-à-vis des anciennes colonies ou semi-colonies des puissances européennes. Les U.S.A. qui n'avaient pas, ou presque, de colonies jouaient le jeu « libéral » vis-à-vis de tous les peuples en lutte pour leur indépendance car ils avaient politiquement et économiquement tout à gagner à la rupture du pacte colonial entre ces pays et les impérialismes européens. Dans la mesure où le lien politique de sujétion était rompu, le marché devenait libre, et sur un marché libre leur suprématie économique pouvait s'affirmer.

Aujourd'hui, l'Europe non plus n'a plus de colonies et, qui plus est, De Gaulle fait figure de libérateur. Sur le continent sud-américain, ce sont les U.S.A. qui font figure d'opresseurs, alors qu'en Asie ou en Afrique les rôles étaient inversés.

De Gaulle en se présentant au nom de l'Europe fait coup double.

D'une part il se présente aux Républiques sud-américaines avec non seulement le potentiel économique de la France, mais avec celui de toute l'industrie européenne. Et, d'autre part, il se rend plus ou moins nécessaire aux autres impérialismes européens, en les introduisant dans son sillage.

Enfin, un aspect qui n'est pas le moindre, est la rouerie du personnage se fardant d'anticolonialisme, qui n'hésita pas à rencontrer, quoique à la sauvette, Ben Bella, en France, la veille de son départ et qui à même pu, quelques semaines auparavant présenter la reconnaissance de la Chine populaire, justifiée uniquement par une question de gros sous, comme un acte « libéral ».

Mais si dans toute cette mascarade quelque chose doit nous éclairer, ce n'est pas l'attitude de De Gaulle qui se conduit en fidèle représentant de sa classe et qui, malgré ses maquillages télévisés, ne peut, de ce côté-ci de l'Atlantique et même du côté de la Martinique, tromper personne, mais c'est l'attitude des soi-disant leaders « socialistes » comme Ben Bella et Fidel Castro, qui n'hésitent pas à cautionner le personnage, de l'autorité dont ils peuvent bénéficier auprès des masses populaires des pays du tiers-monde, montrant ainsi qu'ils ne sont guère différents des Mattéos, Ilyia, Goulart et autres et que leur anti-impérialisme procède des mêmes causes et à les mêmes limites.

Roger GIRARDOT

LA TERRE ET LA LIBERTÉ

Le problème de la réforme agraire est une question brûlante pour toute l'Amérique latine, « Tierra y Libertad », le cri des armées de Zapata résonne encore sur tout le continent et alimente l'espoir de millions de paysans sans terre. Pourtant, dans la patrie même du leader paysan, au Mexique, pays de la première révolution démocratique victorieuse du siècle, la réforme agraire, principale conquête de la Révolution, est restée lettre morte.

Aujourd'hui encore, il faut que les paysans descendent de leur montagne pour faire justice et occuper les terres. Dans cette lutte vitale, permanente, la République « démocratique » mexicaine retrouve les vieilles armes des dictatures qui l'ont précédée. En 1919, le gouvernement mexicain assassinait Zapata, croyant ainsi assainir l'esprit révolutionnaire. Il y a deux ans, le 23 mai 1962, l'actuel gouvernement mexicain faisait abattre Jaramillo, ancien combattant de l'armée de Zapata, et principal leader paysan vivant.

Car, au Mexique, la « révolution agraire » a plus de cinquante ans.

Lorsque, en 1910, éclata la Conspiration dite de Madero, le Mexique connaissait depuis 37 ans une dictature qualifiée par les uns de « paternelle », par les autres de « tyrannique », selon que les observateurs faisaient partie des classes privilégiées ou des classes pauvres. Mais sans doute rien ne peut-il mieux illustrer cette dictature que la règle d'action adoptée par Porfirio Diaz, le tout-puissant président, et qui fut reprise plus tard par un successeur un peu mieux averti cependant des réalités de la dictature moderne : « Il vaut mieux verser un peu de mauvais sang pour épargner celui des honnêtes gens ».

Les « honnêtes gens » sont ceux que représente Don Porfirio.

Le mauvais sang, c'est celui des « peones », c'est-à-dire celui des ouvriers qui travaillaient sur les « haciendas », dans les « monterias » ou dans les plantations de café des maîtres. Celui des Indiens et des Métis, liés à la propriété par les inevitables dettes contractées à l'épicerie patronale où ils sont tenus de s'approvisionner. C'est aussi celui des rares Indiens qui sont restés « libres » dans leurs mœurs, libres sur leurs lopins de terre, libres de mourir de faim. Car les grands propriétaires et les grandes compagnies sont ici souverains.

Une couche de commerçants tout à fait réduite — car que vendre ? et à qui ? — et des intellectuels, voilà qui complète le tableau du Mexique en 1909.

Si l'on pouvait comparer Diaz à Batista, l'homme qui apparut du sein de la bourgeoisie pour le chasser se pourrait comparer à Castro, le panache en moins. Il s'agit de Francisco Madero. Madero, issu d'une famille de propriétaires fonciers du Nord, avait reçu une éducation très soignée, toute imprégnée d'un esprit humaniste.

Ce bourgeois démocrate fit son apparition sur la scène politique mexicaine en 1911, soutenu par les intellectuels et les rares industriels mexicains. Son « plan de San Luis » réclamait un régime démocratique, le suffrage du peuple, les libertés publiques, le droit d'association, et y ajoutait cependant la « protection » des travailleurs, et le partage des terres en lots de 30 hectares. Trait caractéristique, Madero s'élevait contre les privilèges des commerçants étrangers.

Cet homme, Madero, devint dès 1911, le symbole de la révolution, dans tout ce que ce mot peut impliquer de notions vagues et d'aspirations confuses. Aux yeux des masses, le « petit homme barbu », sorte de nouveau Messie, allait leur apporter la fin de leurs souffrances. Il n'est d'ailleurs que de penser à la foi aveugle que manifestaient à son égard des chefs tels que Zapata, ou Francisco Villa, pour imaginer tout ce que les « peones » pouvaient cristalliser d'espérances sur sa personne.

Cela explique que dès 1910, les bandes de Villa aient investi la ville de Chihuahua, bien qu'elles fussent alors encore fort restreintes, composant l'embryon des futurs 60.000 hommes de la fameuse division du Nord. Cela explique l'avance de Villa dans les villages en direction de Mexico, où il enrôlait les hommes et les femmes valides, ces derniers suivant fidèlement la troupe pendant des journées entières, et même tout au long des batailles, auxquelles elles prenaient d'ailleurs très souvent part. L'enrôlement était suivi de la nomination d'autorités « révolutionnaires ». Ce furent les fermes qui fournirent à Villa et à ses hommes, chevaux, selles et montures. Ce furent elles qui nourrirent et les cachèrent bien souvent — soutien et participation sans lesquels Villa, pas plus que les autres leaders

paysans n'aurait pu « tenir » face aux armées régulières qu'il eut à affronter.

Car la bande de Villa, composée de paysans très pauvres et de peones, était dirigée par un homme de même condition sociale. Villa était fort loin d'être un intellectuel. A 17 ans, il avait rejoint la bande d'Ignacio Parra, bande qui vivait de la « récupération » de biens des riches, pour ne pas dire du brigandage, comme il en existait beaucoup au Mexique à l'époque. Il s'était échappé d'une hacienda à la suite du meurtre d'un « señorito ».

Homme simple, comme ses hommes, il ne connaissait qu'un mot d'ordre : « Tierra y Libertad ! » La Terre et la Liberté ! C'est à ce cri, et avec l'énergie du désespoir, qu'il poursuivit son avance jusqu'à Ciudad-Juarez, ville-frontière avec les Etats-Unis, qu'il la conquit à la dynamite en mai 1911, l'aide d'un « corps international » composé de la « garde personnelle » de Madero — aventuriers venus des U.S.A. ou d'Italie (parmi eux, on remarquait Giuseppe Garibaldi, petit-fils de l'illustre nationaliste), fort élégants et assez idéalistes — n'ayant été que de pure forme.

Madero, lui, avec ses soutiens intellectuels et financiers, organisait des meetings de propagande, surtout à Mexico, en faveur de son parti tout neuf, le « parti antiréactionniste ». Car la campagne contre Diaz eut pour point de départ la lutte pour empêcher une sixième réélection de Don Porfirio, le bien-aimé. Mais ce fut la véritable lutte de Villa et la prise de Ciudad-Juarez qui lui permit d'entrer à Mexico ; c'est sur le cadavre des peones qu'il assit un pouvoir bien chancelant, le 7 juin 1911. Il s'y maintiendra à peine plus d'un an, toujours environné de conspirations, incapable de prendre la moindre mesure qui eût été susceptible de calmer pour un temps, ou les masses, ou les partisans de l'ex-président Diaz réfugié à Paris.

En effet, bien qu'on fit semblant de préparer des élections présidentielles pour le mois de novembre, personne ne désarmait. Dans le sud du pays, une nouvelle bande, celle d'Emiliano Zapata, qui occupait les trois Etats de Morelos, de Guerrero et de Puebla, entra en scène. Les recrues affluèrent sous sa bannière qu'ornaient l'image de la vierge de Guadalupe, surmontant une tête de mort et des osse-

ments en croix. Elle pillait, elle tuait, surtout des Espagnols, et parmi eux, particulièrement des curés. Même un journaliste aussi réactionnaire qu'H.H. Dunn, espion au profit de Diaz parmi les zapatistes, comprend ces actes : « Pendant plus de deux siècles, leurs pères (aux Espagnols) s'étaient abattus sur le malheureux Mexique et je comprends fort bien le ressentiment qu'éprouvaient les zapatistes à leur égard ».

La bande de Zapata devenait si puissante que seul le général Huerta eut été capable de la contenir tant soi peu. Mais Madero, balançant entre les deux forces en présence.

Son pouvoir était frappé d'impuissance congénitale. Amené au pouvoir grâce aux masses populaires, il ne pouvait s'y maintenir qu'en leur faisant des concessions importantes. C'est ce qui lui valut d'être assassiné le 19 février 1915, de la main des généraux.

Avec Huerta c'est la réaction militaire qui s'installe, dans toute son horreur : police et tribunaux sont fort somnolents, les exécutions et les emprisonnements se succèdent, la peur gagne le pays. Mais le nouveau dictateur ne réussit pas cependant à asseoir son pouvoir.

Car la révolution mexicaine continue : les masses qui avaient cru en Madero sont désillusionnées et la résistance s'organise.

Dans le Nord, le gouverneur V. Carranza, individu douteux et quelque peu corrompu, prend la tête de la résistance à Huerta. Il crée un « Parti Constitutionnel » (fidèle à la Constitution de Madero) et une armée « Constitutionnelle », en faisant appel en masse aux volontaires, par un prétentieux « Manifeste à la Nation ». Dans les rangs de cette armée, les paysans mexicains se battirent jusqu'à la mort, la plupart du temps sans autre arme que leur « machete » contre la troupe régulière. Il est vrai que celle-ci, composée en partie de criminels à qui l'on avait accordé la grâce de finir leur peine dans l'armée et en partie de fils de famille débâchés « punis » par leurs parents, était assez peu enthousiaste au combat. Ses effectifs fondaient rapidement et les paysans s'emparaient de ses armes. Deux cent mille Mexicains y laissèrent leur vie. Et leur seule récompense fut de voir Carranza entrer à Mexico où, en prin-

LIRE LA « V. O. »,
C'EST BIEN, LA SOU-
TENIR, C'EST MIEUX.

ECHOS D'ENTREPRISES

LES « échos » publiés dans cette rubrique sont extraits des bulletins « Voix Ouvrière » qui paraissent régulièrement dans un certain nombre de grandes entreprises de la région parisienne et de certains centres industriels importants.

En effet, le présent périodique représente l'élargissement de l'activité que des militants ouvriers mènent dans leurs entreprises au moyen de ces bulletins, depuis plusieurs années déjà en certains endroits. La dégradation des partis diés ouvriers, la sécheresse des appareils syndicaux se manifestent en premier lieu dans leurs tracts et leurs journaux d'entreprise ou d'atelier, tracts et journaux qui n'expriment plus depuis longtemps ni les préoccupations, ni les sentiments, ni les intérêts des travailleurs.

C'est pourquoi, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre « socialiste » les avions français bombardaient Port-Saïd, alors qu'aux applaudissements du parti « communiste » français les tanks russes éraisaient l'insurrection hongroise, alors que le premier avec la complicité du second envoyait les jeunes travailleurs français se battre en Algérie — parurent les premiers bulletins « Voix Ouvrière », simples feuilles polycopiées recto verso, destinées à faire entendre dans les usines la voix des ouvriers révolutionnaires.

Depuis, le nombre de ces bulletins n'a cessé de croître. Leur présentation est toujours la même : au recto, un éditorial commun — pour l'essentiel celui du présent journal —, au verso, des échos locaux se rapportant à chaque entreprise et commentant les faits majeurs de la vie de l'usine, dénonçant l'exploitation quotidienne et ses agencements indirects, analysant et critiquant d'un point de vue révolutionnaire la tactique des centrales syndicales.

Ces bulletins paraissent tous les quinze jours, certains depuis plusieurs années, d'autres depuis quelques mois à peine, et tous ont rencontré, malgré l'opposition souvent violente des bureaucraties syndicales et politiques, un accueil favorable auprès des travailleurs qui peuvent ainsi connaître et vérifier les idées révolutionnaires sur les problèmes concrets qui se posent à eux journalièrement à l'atelier ou au bureau.

C'est pourquoi ces bulletins doivent se multiplier et paraître dans de nouveaux secteurs : partout où des prolétaires sont soumis à l'exploitation du capital. Expression d'une tendance révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, les bulletins « Voix Ouvrière » sont ouverts à tous les militants qui se réclament de la lutte des classes, à tous les travailleurs conscients.

RÉGIE RENAULT (Billancourt)

DEPECHEZ-VOUS JE SUIS EN RETARD

Quel que soit le Service, le patron ou le sous-patron, la sténodactylo est celle qui doit, à tout moment et dans n'importe quelles conditions, exécuter le travail qu'on lui demande.

Selon la difficulté et la longueur du travail demandé, le temps mis pour le faire varie, mais dans tous les cas, ce travail ne se fait pas en soufflant dessus !

Or, combien de fois ne voit-on pas certains chefs de service, ou aspirants-chefs, exiger un travail de dactylo sans se préoccuper le moins du monde s'il y a, ou pas possibilité matérielle de l'exécuter.

Pour une réunion, pour un rendez-vous « important », on n'hésite pas à mobiliser tout un service, la dactylo étant alors le rouage « qui est là pour ça » et qui n'a plus qu'à s'exécuter.

S'est-on préoccupé de lui donner ce travail en temps voulu. Non bien sûr ! La dactylo se débrouillera bien, et c'est à elle maintenant de s'énerver ou de taper comme une forcenée, afin que tout se passe bien.

C'est vraiment navrant à son égard que le plus profond mépris que de se comporter ainsi !

Si nous devons travailler, nous voulons avant tout faire respecter notre dignité.

(Extrait de V.O. Bureaux).

POUR DE BON

Pour certains d'entre nous, venir à l'usine mercredi 18 mars était pratiquement impossible ; d'autres sont arrivés en retard ou sont partis plus tôt le soir.

Pour la Direction, il n'y a guère de changement, elle appliquera son règlement, c'est-à-dire quelle déduira les heures perdues et retiendra la journée à ceux qui ne sont pas venus.

La Direction n'est pas gênée par une grève de l'électricité, la Régie fournissant son propre courant. Et nous, nous nous débrouillons pour venir travailler, car cela n'arrange aucun d'entre nous de perdre une journée pour rien.

La meilleure manière de ne pas se trouver isolés dans cette journée était évidemment de se rallier au mot d'ordre des services publics, de faire aussi une journée de grève chez Renault.

Seulement voilà, cela veut dire engager la lutte en donnant aux travailleurs des objectifs sérieux et en mettant en avant des revendications comme le retour aux 40 heures, 200 francs par mois pour tous et la garantie de l'emploi. Et pour cela une journée peut être un avertissement à condition d'être suivi d'effet.

(Extrait du n° 139 de la V.O. - RNUR - Bat. C.)

L'ADJUDANT RECIDIVE

Après la grève de mercredi dernier, un chef d'équipe du 12/92 (ancien de BB) poussant son zèle trop loin, exigeait des ouvriers de rattraper le temps perdu et de « faire la production ». Cette fois les ouvriers ne se sont pas laissés faire ; et le petit adjudant s'est fait rappeler à l'ordre par le chef d'atelier.

Ce monsieur se signale depuis trop longtemps déjà par sa mentalité de petit tyran rêvant tout

haut à ce qu'il ferait « s'il était patron ». Nous ne devons pas hésiter de le ramener à la réalité aussi souvent qu'il le faut.

(Extrait du n° 66 de la V.O. - RNUR Entretien).

C'EST PALE

On ne peut pas dire que la grève du 18 mars fut un succès au département. Si 20 % d'entre nous ont débrayé c'est un grand maximum.

On peut se demander pourquoi. Mais la raison principale tient à la façon dont les syndicats ont déclenché le mouvement. La CGT avait été contrainte de reporter le mouvement qu'elle proposait pour la DUMS à deux heures de grève pour tous mercredi. Quant à ceux qui connaissaient les positions de la C.F.T.C., ce ne pouvaient être que les initiés car elle ne diffuse pratiquement plus de tracts au 18.

D'autre part, beaucoup d'ouvriers n'ont pas confiance en ce que décident les dirigeants des syndicats et manifestent leur mécontentement en ne participant pas aux débrayages. Ce n'est d'ailleurs pas en demandant d'abord à certains le moment où ils souhaitent mettre le débrayage et en n'en tenant pas compte ensuite qu'ils se feront plus estimer.

Un certain nombre d'entre nous n'a pas débrayé en songeant à l'avenir incertain du département, aux mutations futures. Celui-là avait l'avantage d'affirmer notre mécontentement en même temps que les autres. Mais il est bien certain que pour améliorer notre situation, il faudra faire beaucoup plus.

Dt. 18.

NOS VOIX, PAS POUR ÇA

A l'approche des élections, la C.G.T. cherche les élus qu'elle va proposer à notre ratification. A une réunion de commission exécutive, une liste des candidats a été dressée. Certains syndiqués, proposés à la candidature, ont cavalièrement été retirés des listes. Comme certains syndiqués s'étonnaient de ne pas trouver des noms connus, il leur fut répondu avec le plus bel aplomb que s'ils ne figuraient pas sur les listes c'était simplement parce qu'ils n'avaient pas voulu se présenter.

Il n'est pas toujours facile de trouver des candidats aux élections de délégués, mais lorsqu'il s'agit d'évincer des éléments un peu turbulents et qui ont l'audace de discuter, tous les procédés sont bons pour les éliminer. La loi bourgeoise, pourtant très antidémocratique, ne suffit pas, il faut lui ajouter le mensonge et la falsification. Comme par hasard, les candidats que l'on a bureaucratiquement évincés, sont ceux qui depuis toujours s'opposent aux grèves. Ainsi, aux prochaines élections, nous sommes prévenus : ce n'est pas

PERMANENCE :

Tous les SAMEDIS de 16 h à 20 h
29, rue Château-Landon
— PARIS (X^e) —

seulement les représentants de la rue Yves-Kermen que nous aurions à ratifier, mais leur politique de grèves tourmentées.

Si nous sommes autre chose que des moutons de panurge nous ne pouvons pas cautionner de tels agissements indignes de militants ouvriers.

(Extrait du n° 173 de la V.O. - RNUR - Dept 37).

C'EST NOTRE AFFAIRE

Malgré les communiqués ronflants les débrayages partiels marchaient plutôt mal. A tel point que ceux prévus par certains départements d'outillage et de la D.U.M.S. ont dû être décommandés et reportés au 18 mars avec l'ensemble des autres travailleurs.

C'est sous la pression de nombreux travailleurs encouragés par la C.F.T.C. que la C.G.T. a dû prendre la décision de bloquer une action le 18 mars. Mais cela était tellement peu dans sa ligne qu'elle a fait beaucoup d'efforts pour justifier sa nouvelle position, toute partielle du reste, et pour éviter que ce genre de mouvement qu'elle condamne soit une réussite.

Le 15 mars la C.G.T. lance un appel du 1^{er} Congrès pour un débrayage de 2 heures le 18 mars. Heureusement que le Congrès était réuni pour prendre une décision aussi héroïque. Dans ce tract on nous explique « Pourquoi c'est possible ». Parce que dans de nombreux départements des dizaines d'actions ont été organisées. Et le tract ajoute : « c'est parce que de telles actions n'avaient pu être organisées dans ce tract on applique l'an dernier alors que les mineurs menaient une grande grève ». Peut-on se moquer plus cyniquement du monde. Mais si le « Congrès » a pris la décision de lancer un appel il n'a pas cru bon d'organiser l'action. Il demande aux travailleurs « de discuter de leur décision » et leur dit : préparez votre grève de 2 heures ». Ce votre est éloquent. Vous le voulez votre mouvement et bien préparez-le. Environ 5 à 6.000 travailleurs ont participé à cette action avec les autres. Cela fait environ 20 % c'est peu. La majorité des travailleurs de notre usine a bien senti la réticence de ceux qui lançaient le mouvement à notre cœur. La C.F.T.C. qui était pour n'a pas pu ou pas su donner à ce mouvement un caractère plus « ronflant ». Avant et pendant la manifestation elle est à la remorque des dirigeants de la C.G.T.

C'est le secrétaire de la C.G.T. qui détourne le cortège à la décharge d'un seul agent de police, place Sembat, c'est encore lui qui arrête la manifestation à son heure en pliant les pancartes. Cette manifestation a plutôt manqué d'enthousiasme. Elle a malgré tout prouvé que 5 à 6.000 gars pouvaient sortir de l'usine. Avec une bonne préparation et une bonne organisation c'est l'ensemble de la boîte qui se joignait au mouvement général.

Mais peut-on compter, pour préparer et organiser nos luttes sur des gens qui s'engagent à contre cœur.

L'action est possible. Le succès à notre portée. Mais à condition que nous soyons capables nous-mêmes de prendre nos affaires en mains.

(Extrait de la V.O. - RNUR Générale)

CITROËN (Région parisienne)

DROIT SYNDICAL ET LIBERTES OUVRIERES

Depuis plus d'un an, les trois syndicats : C.G.T., C.F.T.C., F.O. ont engagé, auprès du ministère du travail, une action tendant à faire reconnaître les droits syndicaux à l'intérieur des différentes usines CITROËN de la Région Parisienne. Cette action est justifiée. En effet, il n'y a pas une entreprise de la Seine — Simca exceptée — où les libertés syndicales soient si peu respectées (entraves aux déplacements des délégués, mutation de ces délégués ou des militants, intervention de la police aux portes des usines contre les distributeurs de tracts, etc.)

Les syndicats ont raison de marquer le coup et de faire entendre la chose. Mais nous ne devons pas nous faire d'illusions, les protections juridiques sont, de toute manière, très faibles et re-

latives. La Direction n'est, légalement tenue qu'à fort peu de choses : fournir un local, payer les 15 heures auxquelles ont droit les délégués. Le reste, c'est une affaire de règlement intérieur, c'est-à-dire, en fin de compte, une affaire de rapport de forces. Nul ne peut protéger les ouvriers mieux que les ouvriers eux-mêmes. Pour ceci, comme pour tout le reste, nous ne devons pas compter sur les juges bourgeois et les lois « constitutionnelles ».

Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes.

Si demain, lors des diffusions de tracts — de n'importe quels tracts — nous sommes plusieurs centaines à entourer les diffuseurs, si nous assurons nous-mêmes la protection et la libre circulation de nos délégués dans les ateliers, alors seulement les libertés syndicales seront respectées. La Direction devra alors entériner le fait accompli et « légaliser » ce nouvel état de choses.

AIR FRANCE (Orly-Nord)

ET MAINTENANT ?

Mercredi 18 mars, nous avons fait grève 24 heures dans une proportion de 90 à 95 %, avec nos camarades de la SNCF, EDF, PTT, RATP, etc.

Cela pour nos revendications essentielles :

— Augmentation générale et uniforme des salaires.

— Retour immédiat aux 40 heures.

— Garantie de l'emploi et du salaire.

Il était évident à tous que cette journée de grève ne pouvait faire céder patron et gouvernement si elle n'était pas sous une forme clairement exprimée : l'avertissement de grèves plus importantes en cas de non satisfaction.

Nous avons pu voir, au travers de la presse, les tractations et marchandages entre syndicats qui dans d'importants secteurs, ne sont pas arrivés à se mettre d'accord, alors que l'ensemble de la classe ouvrière était prête à la lutte, si les dirigeants étaient prêts à tout faire pour la mener à la victoire.

Mais rien de cela ne fut clairement exprimé.

Aujourd'hui, après la grève du 18 mars, les confédérations syndicales n'ont pas d'excuses à invoquer si elles ne préparent pas immédiatement un mouvement plus important généralisé à l'ensemble de la classe ouvrière.

Le personnel d'AF, quant à lui, a démontré qu'il était prêt à aller plus loin.

A nos représentants syndicaux nous devons poser la question : Et maintenant ?

Nous n'avons pas le droit de laisser aller à l'eau une grève comme celle du 18 mars. Il faut aller plus loin, tous ensemble, pour arracher une victoire.

Voix Ouvrière et les bulletins d'entreprise portant le même titre n'ont comme ressource que le produit de la vente et les soutiens de leurs militants et sympathisants. Voix Ouvrière ne peut vivre et se développer, les bulletins d'entreprise ne peuvent se multiplier que si ces soutiens vont en augmentant. Chaque franc que vous nous enverrez c'est 100 feuilles ronéotypées de plus et peut-être 200 ou 300 travailleurs de plus qui connaîtront Voix Ouvrière.

Les fonds sont à verser à nos collecteurs, diffuseurs et vendeurs ou à envoyer à notre C.C.P. N° 9124-78, Paris, au nom de Maurice Schrédit, 29, rue du Château-Landon - PARIS-X^e

PTT (Toulouse)
BRAVO LES AUXILIAIRES
 Au téléphone, la grève a été presque totale et pour la première fois une fraction importante des auxiliaires a débrayé et est venue rejoindre les piquets de grève malgré les pressions habituelles des chefs ou autres laquais de l'Administration. Les auxiliaires ont montré par leur courage et leur détermination qu'ils étaient prêts à entrer en lutte avec nous tous. Et la façon châtée dont l'Administration traite les auxiliaires qui pour un travail égal à celui des autres, n'ont ni le salaire ni les avantages de leurs camarades.
 Les camarades auxiliaires nous ont rejoint, leur sort est lié au nôtre et c'est tous ensemble que nous l'amélioreront.
 (Extrait du n° 8 de la V.O. - P.T.T. Toulouse).

LIP (Besançon)
LA GREVE DU MERCREDI 18
 Un tiers de travailleurs conscients sont sortis de l'usine, en même temps que leurs camarades des secteurs publics et nationalisés, pour des raisons qui leur sont communes :
 - Réduction du temps de travail sans perte de salaire.
 - Abaissement de l'âge de la retraite, etc...
 Malgré les craintes paternellement exprimées par la Direction, personne ne fondit sous la pluie, et nous n'avons pas rejoint à pied nos domiciles ; quoique nous préférions sans hésiter 30 minutes de marche sous un ciel gris, que le même temps sous le toit trop hospitalier du bureau.
 Grève en décembre, grève en mars, quatre jours par-ci, deux heures par-là ; grèves d'avertissement et coups de semonce se succèdent. Cependant le percepteur, lui, quand l'argent ne vient pas, n'envoie qu'un avertissement et le second est aux frais de l'averti - la troisième fois, c'est la saisie.
 Nous, nous contentons de réitérer d'innombrables avertissements. Jusques à quand durera cette patience qui nous épuise ?
 (Extraits du n° 99 de la V.O., Lip).

NEYRPC (Grenoble)
LES POINGS LEVES DE L'UNITE
 La quinzaine dernière aux portes de l'usine de Croix Rouge, une dizaine d'ouvriers ont été tombés à bras raccourcis sur nos diffuseurs qui distribuaient pour la première fois la « Voix Ouvrière ». Détruire les livres et la presse de gauche ce sont là des méthodes que l'on croyait seulement dignes des fascistes et autres Nazis qui vidèrent nos bibliothèques d'Allemagne pour les brûler sur les places publiques. Ce penser alors du fait que ce sont des gens se prétendant des militants ouvriers se réclamant des idées communistes qui emploient de telles méthodes nous étonnant à ce point leurs camarades de travail qu'ils s'arrogent le droit de décider ce qu'ils peuvent ou ne peuvent pas lire.
 Et ce sont les mêmes qui nous parlent d'unité et de la nécessité de « Renouer la démocratie ».
 Elle en a bien besoin en effet. Il est vrai que lorsque les militants du P.C.F. et de la C.G.T. qui se sont livrés à ces voies de fait se retrouvent autour d'une table verte avec Glasser ou ses représentants ils ont un tout autre comportement bien plus « démocratique ».
 Mais quand des militants ouvriers veulent exprimer dans une modeste feuille leurs idées devant leurs camarades de travail, des idées pauvres types, puisqu'il faut les appeler par leur nom, ils discutent plus, preuve qu'ils n'ont plus d'idées à défendre. Ils cognent.
 Les patrons et leur état qui ont déjà bien des moyens légaux pour entraver la diffusion de la presse ouvrière ont vu ainsi de nouveaux alliés dans les gens qui se permettent au sein du mouvement ouvrier d'employer de telles méthodes de gangstérisme. Mais quoi qu'il en soit « Voix Ouvrière » continuera à circuler, comptant à nos côtés les travailleurs pour qui la démocratie ouvrière a encore un sens.
 (Extrait du n° 16 de la V.O. - NEYRPC).

PTT (Grenoble)
QUI VEUT LA FIN...
 A l'appel des 4 syndicats, CGT, C.F.T.C. FO et autonomes, le personnel de Grenoble RP a fait grève à près de 100 % le mercredi 18. Cela prouve que les postiers sont prêts à entrer sérieusement en lutte pour voir aboutir leurs revendications. Mais cela ne veut pas dire que nous allons obtenir satisfaction demain.
 Une grève de 24 heures n'a de sens que si elle est vraiment un avertissement pour l'Administration, qui ne peut agir que par nous. L'engagement de faire des mouvements plus importants si nous n'obtenons pas satisfaction.
 Or rien de tel n'a été prévu. Et il faudrait savoir si les syndicats ont organisé cette journée comme première étape de nos luttes, ou pour nous dégoûter de faire grève.
 (Extrait du n° 15 de la V. O. PTT Grenoble).

PEUGEOT (Sochaux)
LA GREVE QUE NOUS N'AVONS PAS FAITE
 Mercredi 18 mars, nos camarades des services publics ont fait grève, ainsi que de nombreux autres travailleurs. Comme toujours lorsque les gars de l'E.D.F. sont en grève, le patron nous a fait chômeur ce jour-là. Mais nous n'avons pas récupéré, cette fois, le samedi qui a suivi. Ainsi, le patron profite de la circonstance pour éliminer la production d'une journée dans une période où il y a des stocks. Mais bien sûr, il se réserve le droit de faire récupérer plus tard, à la date qu'il choisira, en fonction de l'évolution de la situation commerciale. Nous, pauvres ouvriers, taillables et triables, merci quand tel est le bon plaisir de nos maîtres, nous n'avons qu'à obéir, la fermer et attendre qu'ils veulent bien nous faire l'aumône d'une journée de rattrapage et d'exploitation.
 Au fait, cette journée du 18 mars, c'était une bonne occasion de montrer que nous ne sommes pas levés, car ces messieurs les patrons imaginent. La grève était large. Des centaines de milliers de travailleurs y participaient. Nous pouvions, nous aussi entrer dans la lutte. Les revendications mises en avant nous concernaient aussi. Les syndicats ont estimé que la « température » n'y était pas à Peugeot. Soit, c'est sans doute vrai. Mais à qui la faute ? Une action, cela se prépare longuement. Il faut l'expliquer aux ouvriers, consulter ceux-ci. Sans doute aussi, les ouvriers sentaient fort bien que ce mouvement était mal engagé à l'échelle nationale, qu'il n'était qu'une caricature de grève générale, un mouvement sans perspectives nettes, que les directions nationales des syndicats avaient engagé du bout des lèvres, cédant à la pression d'une base lassée par les mouvements partiels, catégoriels, tournants, isolés.
 Les ouvriers de chez Peugeot ne sont pas plus « dégonflés » que les autres, et ils sauront le montrer lorsque l'action sera engagée réellement avec détermination.
 (Extrait du n° 37 de la V.O. Peugeot).

HCL (Lyon)
LIBERTE POUR LA PRESSE OUVRIERE
 A la diffusion de « Voix Ouvrière » de la dernière quinzaine, le directeur-adjoint des H.C.L. a prétendu interdire la distribution à nos camarades, sous prétexte que le trottoir appartenait à l'hôpital ; à la même appelé la police qui est intervenue à la fin. Pour tant nous avons toujours vu les organisations syndicales diffuser ou vendre leur presse au même endroit. Nous pouvons même voir de temps en temps un curé vendre « Le Pèlerin » toujours au même endroit. Les vérités de « Voix ouvrière » seraient-elles interdites aux travailleurs des H.C.L. auxquels seule la « Voix de la raison » des organisations syndicales ou la bonne parole de l'Eglise seraient réservées ? Cela pourrait dépendre aussi de notre volonté de ne pas laisser à la direction des H.C.L. le droit de censurer nos lectures.
 (Extrait du n° 10 de la V. O. H.C.L.).

CABLES DE LYON (Lyon)
LES LEÇONS D'UN DEBRAYAGE
 Le mouvement du 18 mars était visiblement moins réussi que celui du 28 octobre, époque où, il est vrai, nous nous trouvions le dos au mur et où chacun craignant pour sa place se sentait directement concerné. Ce moindre succès est dû essentiellement à l'insuffisance de la préparation non pas à l'échelle de l'usine où les militants ont visiblement fait ce qu'ils ont pu, mais sur les plans supérieurs tant départemental que national. Encore que dans la boîte la prise de position en extrême de la section C.F.T.C. mensuelle, jetant le trouble et laissant

Berliet (Lyon)
ACTION D'ENSEMBLE...
 Comme l'ensemble de la métallurgie du Rhône, nous avons débrayé le mercredi 18 mars pendant deux heures, de 11 h. à 14 h. pour ceux de la journée. Nous avons eu la direction nous lock-outant pour le reste de la journée en invoquant les coupures de courant provoquées par la grève de l'E.D.F.
 Berliet a affirmé une fois de plus son visage de patron de choc qui veut à tout prix le volontaire de nous imposer sa discipline, et à nous montrer qu'on ne badine pas avec lui.
 Hé bien, nous n'avions guère besoin de la leçon, mais nous saurons maintenant plus que jamais qu'il n'y a rien de gratuit à attendre de sa part et qu'il nous faut agir en conséquence. Et c'est bien en regard de cela que nous pouvons mesurer l'inutilité d'un débrayage comme celui que nous avons fait. Nos revendications nous nous arrachent, nous que par une lutte sérieuse et générale, tout le monde le sent bien. A quoi rimaient une grève de 24 heures dans le secteur public et nationalisé, avec parallèlement une « journée d'action » dans la métallurgie se résument à des débrayages de 2 heures ? Peut-on dire qu'une telle dislocation correspondait à une plus faible combativité de la part des métallos ? Absolument pas.
 Et là où nos syndicats ont vraiment montré leur incurie, c'est lorsqu'après avoir lancé à l'échelle de l'E.D.F. le mot d'ordre des 2 heures, ils ont laissé à chaque entreprise le soin de se débrouiller pour les fixer.
 Cela revient, malgré l'apparence démocratique, à saboter le mouvement, aussi minime qu'il fut.

Car on a vu des boîtes débrayer de 9 h. à 11 h., d'autres de 10 à 12, nous de 11 à 1 h., etc. Un meeting de métallos était prévu rue Molière à la Chambre Patronale, de 9 à 11, et nous avons précisément débrayé à 11 heures ! D'ailleurs pendant ce temps nos camarades postiers, hospitaliers, etc. tenaient eux, un meeting à la Bourse du Travail !
 On ne pourra sérieusement nous faire croire qu'une synchronisation des débrayages de deux heures était irréalisable, qu'un meeting commun à tous les grévistes, était une utopie.
 En réalité, les organisations syndicales paraissent bien plus soucieuses d'organiser des mouvements qui finissent par démoraleser tout le monde, que d'organiser une action réelle et avec le maximum de chances d'efficacité.
 (Extrait du n° 54 de la V.O. - Berliet).

CAFL (St-Chamond)
UN SALAIRE « MENSUEL »
 Un des avantages accordé aux P3 est de passer mensuels, soit à l'ancienneté, soit à la tête de pipe.
 La mensualisation apparaît comme une récompense car notre salaire d'horaires est des plus mal protégé et des plus soumis à l'arbitraire patronal.
 Même si la mensualisation laisse le salaire soumis à un horaire, les dérogations sont plus nombreuses et il est notamment mieux garanti en cas de maladie.
 Pourquoi n'en est-il pas de même de tous les salaires ?
 Ces messieurs qui parlent tellement de « justice », où voient-ils qu'il soit juste que des ouvriers à la production ne soient pas assurés de leurs salaires ?
 (Extrait du n° 13 de la V.O. CAFL).

CIFTE-LCF (Lyon)
POURQUOI PAS TOUS ENSEMBLE ?
 Mercredi 18 mars, de 9 h. à 11 h., plus de la moitié d'entre nous a débrayé. Cette grève s'inscrit dans le cadre de la journée d'action de la métallurgie. En effet la plupart des usines métallurgiques lyonnaises ont cessé le travail.
 Ce qu'il nous faut d'abord remarquer, c'est que ces derniers mouvements ont eu lieu tous à des heures différentes. Chacun est sorti à un moment différent, ce qui explique que lors du meeting prévu le matin, rue Molière, nous ne nous sommes retrouvés qu'à un millier. Rien n'a été organisé pour grouper nos luttes, non seulement sur le plan de la métallurgie, mais aussi avec celles de nos camarades de la fonction publique. Alors que ceux-ci se réunissaient à la Bourse du Travail, nous nous dirigeons vers la Chambre Patronale où se tenait la fonction publique débrayait pour 24 h., nous, nous devions organiser nos actions, comme nous l'entendions. Nos revendications ne sont-elles pas les mêmes ? Ce n'est qu'ensemble, et non en ordre dispersé, que nous réussirons à les imposer.
 (Extrait du n° 13 de la V.O. Cifte Lcf)

ANTAR Donges
NOS MOYENS ET NOS BUTS
 Le mercredi 18 mars, en même temps que nous débrayions et que, pour certains d'entre nous du moins, nous manifestations à Saint-Nazaire avec nos camarades de la métallurgie ou des autres corporations, nous représentants syndicaux déposaient un cahier de revendications.
 Et il est bien vrai que la meilleure action de solidarité que nous puissions mener pour nos camarades des Chantiers, c'est certainement d'empêcher nous aussi la lutte contre notre patron.
 D'abord parce que nos revendications peuvent et doivent être les mêmes que celles de nos camarades de la métallurgie qui sont en fait celles de toute la classe ouvrière française :
 - Salaire mensuel garanti ;
 - Les 40 heures immédiates sans diminution de salaire ;
 - L'avancement de l'âge de la retraite.
 C'est là le seul programme conséquent de la classe ouvrière contre les menaces de chômage (limitées peut-être aujourd'hui à certaines régions, mais qui peuvent très bien toucher demain la chimie et le pétrole car en régime capitaliste aucune catégorie de salariés ne peut se sentir hors d'atteinte de ce fléau).
 Seulement il ne suffit pas de revendiquer. Nous n'obtiendrons

MICHELIN (Clermont-Ferrand)
GREVE FANTOME
 Pendant qu'à travers tout le pays millions d'ouvriers débrayaient, notre usine n'était pas en grève. A l'exception d'une infime minorité, l'ensemble des travailleurs est resté aux machines.
 Ce n'est pas que notre sort soit enviable ou que nous n'ayons de motifs de revendiquer, loin de là. Mais ce mouvement dont la réalisation a été sabotée dans toute la France n'a même pas été préparé chez Michelin.
 La veille deux tracts syndicaux CGT et CFTC s'opposaient sur les mots d'ordre et l'action proposée. Alors que la CFTC appelait à une grève de 24 heures sur toute l'usine, la CGT préconisait lamentablement des mouvements particuliers à en fonction de ce que décidera la majorité.
 Alors, pourquoi nous serions nous engagé dans un mouvement non préparé et de plus sans lendemain. Nous ne sommes pas des pantins, et nous ne faisons pas grève pour notre plaisir encore moins pour remplir les communiés syndicaux.
 Mais refuser les grèves bidons n'apporte aucune perspective d'amélioration de notre sort. Si nous voulons refuser la tutelle étouffante des syndicats, il faudra prendre le temps de nous organiser.
 (Extrait du n° 101 de la V. O. Michelin).

CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE (St-Nazaire)
L'ORGANISATION DU CHOMAGE
 Le Fonds National de l'Emploi est conçu de telle façon qu'il permet à Pinzon de licencier 250 travailleurs sous prétexte de mise à la préretraite de 350 autres, âgés de plus de 62 ans, le texte démagogique qui tend à régier des plus de 60 ans laisse supposer que la prochaine mise en préretraite de ceux-ci légaliserait, toutes proportions respectées, plus de 300 nouveaux licenciements (250 ouvriers et 70 mensuels). Par ailleurs, ce F.N.E. n'interviendrait dans le meilleur des cas, que pour dédommager les salariés licenciés. A l'exception d'une minime somme de 5 %, le chômage municipal étant, assure-t-on dans les milieux officiels, une allocation d'Etat, il s'avère dangereusement que l'intention du pouvoir gaulliste est d'éponger les Fonds de l'U.N.E.D.I.C., les réserves des ASSÉDIC ne joueraient plus ainsi le rôle essentiel pour lequel elles ont été constituées et l'ingérence gouvernementale se prolongerait au profit du patronat, par la mise à sac de la Sécurité Sociale.
 Il y a là matière à réflexion et justification d'une marche sur Paris. On a encore parlé, le 18, dans l'intention évidente de déboucher sur une délégation parlementaire (à majorité d'inconditionnels) d'un rassemblement breton.
 La situation de Saint-Nazaire est un test imprévu de l'application du F.N.E. et de l'avancement de l'âge de la retraite des métallos doivent utiliser dans le sens de leur propre intérêt et en attendant massivement visité à Pinzon, Graval et Pompidou les conditions d'une véritable grève générale se trouveraient rapidement créées. Les métallos parisiens y compris les forgerons de la RNUR constitueraient sans aucun doute une force d'appui que nous ne mépriserions pas.
 (Extrait du n° 96 de la V.O. Chantiers de l'Atlantique).

ANTAR Donges
 que ce nous imposerons. Et imposer de telles revendications, cela ne peut se faire que par une lutte importante et générale de notre part et non pas section par section, que nous aurons satisfaction. Il faut unifier nos luttes, d'abord à l'échelon des corporations, ensuite à l'échelon national entre les différentes corporations.
 Cela, c'est le rôle des Fédérations et Confédérations syndicales. Nous ne voulons plus de soi-disant « Journées nationales » où, sous le faux prétexte de laisser chaque section libre de décider de l'action de son choix, on sature en fait toute unité dans la lutte !
 Mais ce rôle, c'est à vous de le leur rappeler quand il leur arrive de l'oublier.
 (Extrait du n° 8 de la V.O., Antar).

CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE (St-Nazaire)
L'ORGANISATION DU CHOMAGE
 Le Fonds National de l'Emploi est conçu de telle façon qu'il permet à Pinzon de licencier 250 travailleurs sous prétexte de mise à la préretraite de 350 autres, âgés de plus de 62 ans, le texte démagogique qui tend à régier des plus de 60 ans laisse supposer que la prochaine mise en préretraite de ceux-ci légaliserait, toutes proportions respectées, plus de 300 nouveaux licenciements (250 ouvriers et 70 mensuels). Par ailleurs, ce F.N.E. n'interviendrait dans le meilleur des cas, que pour dédommager les salariés licenciés. A l'exception d'une minime somme de 5 %, le chômage municipal étant, assure-t-on dans les milieux officiels, une allocation d'Etat, il s'avère dangereusement que l'intention du pouvoir gaulliste est d'éponger les Fonds de l'U.N.E.D.I.C., les réserves des ASSÉDIC ne joueraient plus ainsi le rôle essentiel pour lequel elles ont été constituées et l'ingérence gouvernementale se prolongerait au profit du patronat, par la mise à sac de la Sécurité Sociale.
 Il y a là matière à réflexion et justification d'une marche sur Paris. On a encore parlé, le 18, dans l'intention évidente de déboucher sur une délégation parlementaire (à majorité d'inconditionnels) d'un rassemblement breton.
 La situation de Saint-Nazaire est un test imprévu de l'application du F.N.E. et de l'avancement de l'âge de la retraite des métallos doivent utiliser dans le sens de leur propre intérêt et en attendant massivement visité à Pinzon, Graval et Pompidou les conditions d'une véritable grève générale se trouveraient rapidement créées. Les métallos parisiens y compris les forgerons de la RNUR constitueraient sans aucun doute une force d'appui que nous ne mépriserions pas.
 (Extrait du n° 96 de la V.O. Chantiers de l'Atlantique).

RHONE-POULENC (Vitry-sur-Seine)

LA SIGNIFICATION D'UN MOUVEMENT

Mardi matin un tract nous était distribué, nous apprenant que le lendemain, une action était décidée par la C.G.T. et la C.F.T.C., dans le cadre du mot d'ordre de la Fédération de la Chimie. Ce mot d'ordre était : « Faites le maximum suivant les possibilités de chaque usine ». Comme si ce n'était pas ce qui était fait en permanence, comme s'il était besoin de Fédérations pour décréter une telle évidence. Cela s'est traduit à l'usine par un débrayage de la journée suivi par environ la moitié du personnel, bien que certains secteurs aient marqué particulièrement leur combativité comme les camarades de la cantine. D'autres secteurs comme «RTGN», «minérales» et une partie «d'antibiotiques», qui sont les derniers habituellement, n'ont pas contre presque pas suivi le mouvement. Dans l'ensemble, on ne peut pas dire que l'enthousiasme y était, et cela se comprend, vu la manière dont ce mouvement était préparé. Avec un tel mot d'ordre, il était difficile d'avoir une meilleure participation, car chacun sent qu'une action pour les revendications générales doit être la même pour tous et non «suivant les possibilités de chacun» et quand ce n'est que la veille de la grève que l'on met certains intéressés au courant, ceux qui doivent marcher, ce qui étouffe le plus, c'est presque que nous ayons été si nombreux à participer au mouvement.

Pourtant était-il impossible aux organisations de s'adresser aux travailleurs pour leur demander s'ils étaient pour une grève de 24 heures comme première étape, à l'échelle de toutes les corporations et de se déclarer dans l'affirmative prêtes à l'organiser ? Si elles désiraient réellement la lutte, qu'est-ce qui les empêchait d'agir comme cela ?

C'est pourquoi, quand les directions syndicales nous dirent que la grève générale n'est pas possible, en prenant pour preuve le semblant d'action qu'elles ont provoqué, nous ne devons pas les croire, ni accepter la démolition qu'elles voudraient nous faire partager. Seulement si nous voulons satisfaire nos revendications générales, il nous faudra moins compter sur les organisations syndicales que sur notre propre volonté.

LES PENDULES A LA FERRAILLE

Parce qu'il a eu à trois reprises une minute de retard après sa demi-heure de déjeuner, un ouvrier des équipes a eu sa paye diminuée de trois quarts d'heure.

Non contente de nous faire pointer aux entrées et aux sorties la direction veut aussi nous faire pointer pendant notre temps de travail (car cette demi-heure de déjeuner nous est payée).

Cet exemple nous rappelle une fois de plus cette revendication : la suppression du pointage.

GENÈVE (Ivry)

TOUCHEZ PAS AU BONI...

Parce que leur boni se retrouvait lourdement amputé, une trentaine de nos camarades se voyaient obligés de débrayer à plusieurs reprises. Le résultat ne s'est pas fait attendre longtemps : pour le vendredi 13 mars la direction annonçait le lock-out du reste de la chaîne.

Nos camarades avaient raison de ne pas accepter de se laisser faire, mais parce qu'ils étaient seuls dans la lutte, le patron a pu trouver momentanément la réplique.

Pourtant celle-ci n'est pas infailible, loin de là. Pour empêcher les manœuvres du patron relatives à notre boni qui est en fait une partie intégrante de notre salaire, il nous faut réclamer l'intégration du boni dans le salaire.

Et, en posant le problème de cette manière, nous aurons l'avantage d'être tous unis, ce qui rendrait les possibilités de manœuvre de la direction beaucoup plus restreintes.

(Extrait du n° 67 de la V.O. GENEVE)

PROLETAIRES, DIVISEZ-VOUS !

Le 4 mars : 24 h. de grève à R.P. Saclay.

Le 16 mars : 24 h. de grève à Roussillon.

Le 18 mars : les 5 usines du Rhône débrayent pour 24 h., même chose à l'usine de Vitry.

Le 23 mars : 24 h. de grève à Roussillon. Ce n'est pas fini. Vous avez vu, aucun doute, un beau tableau à présenter sur les tablettes syndicales, et une belle liste pour les communiqués. Mais à quoi un tel émiettement peut-il aboutir ? Remarquons d'abord qu'une grève d'un même trust, régit une absence totale de toute information au niveau des travailleurs.

Peut-être des comités de liaison existent-ils au niveau des syndicats, mais on peut se demander à quoi ils ont servi jusqu'à maintenant.

Il aurait pourtant été indispensable de lancer des mots d'ordre de grève, d'en faire part à l'ensemble des travailleurs et de leur demander leur avis sur cette question. Une synchronisation entre les différents usines du trust, même pour un mouvement de 24 h., est élémentaire.

Et il est impossible de justifier ce décalage à quelques semaines ou même quelques jours d'intervalle. Lorsque nous sommes prêts à nous battre, aussi restreints que soit la lutte engagée, nous ne nous sentons pas « moins chauds » quelques jours avant ou quelques jours après, surtout si c'est pour le faire avec plus de forces en jeu.

Quant à ce prétendu « difficile » d'organisation, il n'est guère sérieux ni honnête de les invoquer.

Cet émiettement des mots d'ordre correspond bien plutôt à une volonté délibérée des bureaucraties syndicales de morceler nos

CHEMINOT (Général)

ET MAINTENANT ?...

La grève de 24 heures du 18 mars a démontré, si cela était encore nécessaire, que les cheminots sont prêts à répondre favorablement à une action même s'ils ont le sentiment qu'elle n'apportera rien.

Mais « ils y vont » quand même, certains par principe et parce qu'ils ne sauraient faire autrement sans risquer de se trahir eux-mêmes, d'autres parce qu'ils espèrent toujours, mais en vain, que ce genre de grève n'est qu'un prélude à quelque chose de plus grand, de plus fort, de plus conséquent. Ce ne sera pourtant pas la première fois, ni même la dernière, qu'une action de cette envergure se soldera par un match nul, le gouvernement restant sur ses positions, les travailleurs sur les leurs, avec en moins quelques dizaines de francs sur la feuille de paie.

Le seul résultat positif qu'on peut tirer à la rigueur de ce genre de mouvement, c'est la mesure de notre force. Mais nous la connaissons depuis longtemps déjà, et ces comités bien édités, tri-mestriels, risquent de l'éousser plutôt que de la renforcer. On a pu déjà remarquer que certains secteurs moins combattifs que les autres n'ont pas débrayé comme précédemment, bien que le mouvement ait donné l'impression d'être plus généralisé.

La guerre d'usure n'est pas toujours une bonne tactique surtout lorsque c'est l'adversaire qui est le mieux armé pour ce genre de combat.

Et c'est le cas dans celui qui nous oppose à la bourgeoisie, car c'est elle qui détient les réserves. Il serait temps que chacun en prenne rapidement conscience.

Comme la dernière fois, la grève a eu lieu de 4 heures à 4 heures, et ce genre de lutte finit la nuit à 6 heures ont dû venir jeudi pour travailler 2 heures.

Comment sont-ils arrivés au travail ?... Cela les regarde.

Une fois de plus nous avons joué le jeu dans les règles fixées par le patron et en loi de juillet 63. Et une fois de plus c'est nous qui en avons fait les frais.

N'oublions pas, dans nos prochaines luttes de mettre en avant l'abolition de cette loi, et pour cela de passer outre à celle-ci, et ne pas croire que 24 heures dans le calme et la légalité nous permettront d'obtenir cette abrogation pas plus que le reste.

(Extrait du n° 103 de la V.O. S.N.C.F. Générale)

actions, bien entendu en le chantant à la masse des travailleurs, de façon à pouvoir après coup prétendre qu'une action d'ensemble n'était pas réalisable.

RTGN Service Spécial

La semaine dernière aux R.T.G.N., quelques marabouts ont eu la fautive idée de se défourner un peu avant de sortir du vestiaire. Le petit chahut qui s'en est suivi a été pour les gens conscients de leur rôle de chef, l'occasion d'appliquer des mesures disciplinaires, comme à l'armée.

Ceux qui ont chahuté ont été sanctionnés de l'obligation de se déshabiller pendant un mois au vestiaire central.

Punition suprême considérée par la direction : obliger un mensuel à se déshabiller dans le même vestiaire que les ouvriers !

SECURITE ET FORMATION

Au service Accélérateur, une fausse manœuvre a dégagé du chlore dans l'atmosphère de l'atelier. Un travailleur grec a été sérieusement intoxiqué et trois ont été légèrement gazés.

Ce qui est étonnant, c'est de ne pas avoir à déplorer plus fréquemment des accidents de ce genre. Des ouvriers sont affectés sans formation, ou sans formation suffisante à des postes en atelier. Décidément la formation de personnel dans un but autre que la rentabilité immédiate n'est pas le souci majeur de notre direction. Quant à la sécurité, il ne faut pas qu'elle lui coûte trop cher et peu lui importent les poumons d'un ouvrier si elle économise quelques heures de formation.

(Extrait du n° 101 de la V.O. RHONE-POULENC)

AU DELA DU 18 MARS

Mercredi 18 mars, nous avons fait grève. En accord avec les syndicats CFTC et FO, la CGT a lancé le mot d'ordre de débrayage pour l'après-midi du mercredi à partir de 14 h.

Cette grève faisait partie d'un mouvement général dont l'origine était l'arrêt de travail de 24 h. déclenché dans le secteur public. Tardivement les syndicats de la métallurgie décidèrent de s'associer à ce mouvement pour manifester leur mécontentement et grouper leurs revendications.

À la SAVIEM, le mouvement fut largement suivi par l'ensemble du personnel. À partir de 14 h., les délégués des différents syndicats accompagnés de nombreux ouvriers défilèrent dans les ateliers. Le cahier de revendications fut déposé à la direction.

Il est réconfortant de constater que cette grève fut suivie par la majorité des ouvriers. Mais il ne faut pas se faire d'illusions, ce mouvement ne nous permettra pas de faire aboutir nos revendications.

Ne nous laissons pas, ne comptons pas faire baisser pavillon à la Direction en faisant une grève de quelques heures.

Le patronat et la bourgeoisie dans son ensemble ne se laisseraient pas intimider par un mouvement même général s'il n'est pas ressenti comme une menace de la classe ouvrière, d'aller plus loin.

La journée du 18 mars n'est pas une victoire, ce peut être, tout au plus une étape, une action qu'il ne faudra pas craindre de poursuivre et d'amplifier si nous voulons obtenir gain de cause.

SAVIEM (Saint-Ouen)

ÇA NE FAIT PAS LE COMPTE !

La direction nous notifie que le 1er avril, elle augmentera les salaires de l'ensemble du personnel de 2 %.

Cette augmentation en pourcentage ne peut résoudre nos problèmes, car il est clair que les prix augmentent bien plus vite, et que nos salaires ne font que suivre en s'essouffant. Ce qu'il nous faut aujourd'hui c'est au minimum une augmentation mensuelle qui compte ce que certains obtiennent actuellement par les heures supplémentaires, c'est à dire 200 F environ, ou 1 F de l'heure pour tous. Et c'est là un minimum, vu l'incertitude de notre situation à la Saviem ; mais ici encore, seule une action générale pourra arracher à la Saviem et au patronat dans son ensemble ces revendications.

VENDETTA

Dernièrement, un incident s'est produit à la sortie de l'usine, qui était quand même plus qu'un fait divers.

Un travailleur licencié est venu dire avec ses poings ce qu'il pensait de lui au contremaître qui l'avait fait flanquer à la porte. L'affaire aurait pu être sérieuse. Mais quels que soient les excès de violence auxquels la colère avait pu porter notre camarade il n'en reste pas moins que la leçon à tirer est qu'on ne peut pas jouer avec les hommes et leur gain-pain comme on jouerait avec des robots et du bétail. En vendant sa force de travail, l'ouvrier ne vend pas sa dignité pour autant.

Il est bon de se rappeler de temps en temps à ceux qui auraient trop tendance à l'oublier. (Extrait du n° 45 de la V.O. SAVIEM).

CHEMINOT (Chapelle-Triage)

LES VOYAGES FORMENT LA JEUNESSE

Est-ce sur ce thème que la S.N.C.F. organise le déplacement des wagons de célibataires ? Sûrement pas, mais pourquoi les W.C. sont-ils expédiés au Bourget ?

Il semble que la S.N.C.F. ait besoin à tout prix de W.C. ! Les avertissements, l'augmentation des loyers, n'ayant pas abouti à déloger les « célibataires » (la plupart sont pères de famille et cette dernière est parfois à 500 km et plus), elle espère peut-être que, en transférant les « cabanons » à l'autre bout du pays, elle obligera les occupants à déménager.

On peut se demander si ce n'est pas pour pouvoir loger les espagnols qu'elle a embauchés qu'il lui faut de la place, ou bien si, dans le grand foutoir de la S.N.C.F. on n'aurait pas besoin de main d'œuvre au Bourget ?

La S.N.C.F. s'était engagée à nous loger et non à nous mettre dans des bidonvilles à roulettes. Mais en attendant si en cinquante de « lapins » quittaient leurs cages avec armes et bagages pour aller dormir dans la salle d'attente des premières du Nord, cela changerait peut-être la situation, car, alors, nous pourrions au moins parler (avec nos pelochons au besoin) à ceux qui viendraient nous déloger !

DESFOSSÉS

NOUS BATTRE POUR LA SECURITE SOCIALE

Les élus du C.E. et les aélégés du personnel nous ont avertis par tracts des dangers que court la Sécurité sociale. Ils ont bien montré où sont détournées les sommes des assurés qui sont la propriété des travailleurs. La Sécurité sociale est pillée par l'Etat pour subventionner les trusts de la sidérurgie.

Dénoncer cela, c'est bien, nous dire comment nous battre pour défendre un des aspects de notre niveau de vie immédiat et futur, serait mieux que nous demander d'être vigilants, vigilance qui ne sera suivie que d'actions aussi inefficaces que des protestations sans suite.

Le fait d'avoir voté en masse pour des candidats syndicaux et que la C.G.T. ait obtenu la majorité au conseil d'administration n'a pas changé d'un iota la poli-

ASSISTANCE PUBLIQUE (Paris)

L' A. PITOYABLE

Comme tout le monde le sait, l'A.P. manque de personnel et de crédits, mais pas de malades... ni de directeur général.

En effet celui-ci, émule de Christophe-Colomb, vient de trouver un truc encore plus simple que l'œuf : puisqu'il n'y a pas assez d'infirmières par rapport aux malades, il suffit d'en confier plus à chacune. Ainsi une infirmière qui théoriquement s'occupe de 10 malades se verra promue au titre de surveillante de soins avec la responsabilité de 40 malades. Les aides-soignants actuels, ainsi que les adjoints aux soins qui seront formés par une seule année d'école, prendront la place des infirmières actuelles (et tant pis pour les malades !). Les surveillantes passeront « administratives » en suivant obligatoirement l'école des Cadres.

Le résultat de cette réforme générale est qu'il y aura x fois moins d'infirmières tandis que les soins seront donnés par du personnel moins qualifié.

En ce qui concerne le manque de crédits il faut croire que la solution est aussi facile à escamoter puisque nos salaires, malgré l'augmentation pour chacune des charges et des responsabilités restent exactement les mêmes.

C'est ainsi que l'A.P. arrive à résoudre tous ses problèmes... par l'absurde.

LE MEILLEUR DES MONDES

Soucieuse de réorganiser les hôpitaux la direction de l'A.P. a fait dresser des statistiques sur les différents soins effectués par les infirmières. A Trousseau nos savants statisticiens ont conclu qu'on pouvait faire la toilette du matin d'un nourrisson en dix minutes.

À l'Hôtel Dieu ils ont fait fixer des « podomètres » aux pieds des infirmières afin de s'assurer qu'elles ne faisaient point de pas superflus.

Jusqu'où n'irait pas le progrès et le plus drôle, c'est qu'il y a de fortes chances pour qu'un des patrons de ces services aient écrit un livre plein de convictions sur la nécessité d'entourer les enfants de soins affectueux. Quoi qu'il en soit, dix minutes pour le bain d'un nourrisson c'est se moquer du monde.

À quand le tapis roulant où chaque infirmière répèterait indéfiniment le même geste (température, pesée...) et au bout duquel les bébés seraient plongés dans une machine à laver ?

Ca ferait peut-être gagner encore quelques secondes ! Et pour ce qui est du « podomètre », que l'on ne nous ennuie pas trop avec ça, sinon nous pourrions nous mettre aux pieds de grosses chaussettes cloutées, et les responsables de cette trouvaille feraient bien alors de se procurer des... « dessoumetres ». (Extrait du n° 42 de la V.O. A. P.)

Tu trouves la « V. O. » trop petite ?
Nous aussi.
Elle ne vivra...
Elle ne grandira...
que grâce à ton soutien

C S F (Issy-les-Moulineaux)

**AVEC OU SANS « C »,
C'EST TOUJOURS
LA MEME CHOSE**

A l'occasion des élections au C.E. la section C.F.T.C. nous a gratifiés d'un tract dont la démagogie le dispute à la bêtise.

Le tract nous dit que dans la société actuelle tout concourt à écraser, à dévaloriser la personne humaine, et qu'en votant au C.E., nous prendrions nos responsabilités « afin que la société à commencer par la C.S.F. n'écrase pas notre personnalité, mais qu'au contraire, elle permette à chacun à l'ou il est, de tenir sa place et d'assumer ses responsabilités ».

Oui, vous avez raison messieurs, à chacun sa place, seulement la nôtre dans la société actuelle est d'être à l'atelier et dans les labos à suer les profits pour le capital. Et ceci n'est pas dû au fait que nous ne sommes pas élevés au degré de conscience de la C.F.T.C. mais tout simplement que cet état de choses est garanti par les mitraillettes et les tanks des GNS, les tribunaux, la police, bref tout l'appareil d'Etat des capitalistes que la C.F.T.C. escamote si bien. L'illustration en est donnée par cette phrase du tract : « Si la direction Bull avait informé le C.E. et tenu compte de ses remarques, les travailleurs ne seraient pas licenciés. » Seulement voilà ! La bourgeoisie ne tient pas compte des remarques de ses larmes et elle n'écoute que ses profits. Et elle peut se le permettre parce qu'elle possède la force de répression de l'appareil d'Etat pour elle. Ce n'est qu'en détruisant cet appareil d'Etat que les travailleurs prendront leurs responsabilités en prenant en main les moyens de production, en les développant afin d'atteindre le degré de développement technique qui permettra à tous les travailleurs de quitter les usines. C'est ce jour seulement qu'on ne sera plus écrasés et qu'on pourra parler de culture — toutes choses que la C.F.T.C. nous propose à si bon compte.

Ce chemin est difficile ? Oui, mais c'est le seul qui mène à notre libération. Les solutions des charlatans malgré leur apparent

« réalisme » ont toujours échoué. Et faire croire aux exploités qu'il est possible de faire céder les exploités par des prêches et des suggestions cela a toujours fait partie des homélies de l'église depuis 2000 ans déjà. Et la C.F.T.C. avec ou sans « C » nous propose sous un emballage nouveau la vieille camelote chrétienne.

(Extrait du N° 58 de la V. O. - CSF Issy.)

C S F (Levallois)

FAIRE ET DEFAIRE

A en juger par le système de pointage, où une seule minute de retard entraîne une pénalisation, on pourrait croire qu'à la C.S.F. l'organisation de la production est impeccable, et que toute perte de temps est bannie. Il n'en est rien. Il n'y a qu'à voir la succession d'ordres et de contre-ordres, les transferts de matériel à Sartrouville, et le retour de ce même matériel à Levallois, les tâches confiées au hasard aux professionnels ou aux O.S., pour se rendre compte que c'est au contraire l'improvisation et l'anarchie qui règnent du côté des « huiles ».

Et malgré tout ce gaspillage, la maison tourne et rapporte de gros bénéfices. Qu'on ne nous raconte pas que la suppression du pointage entraînerait la faillite, ni que le retour immédiat aux 40 heures, en attendant les 35 heures, est une utopie irréalisable actuellement.

Les patrons se paient sur notre dos le luxe de ne pas organiser rigoureusement leur production, en exigeant de nous une exactitude de robots, des cadences inhumaines et un temps de travail qui ne nous laisse aucun loisir.

L'idée du patron providentiel qui assure notre existence s'écroule d'elle-même devant de tels faits, pour faire place à celle du parasite gaspilleur.

(Extrait du N° 15 de la V. O. C.S.F. Levallois.)

SNECMA (Paris XIII)

POUR QUE ÇA PAIE

L'appel à la grève pour le mercredi 18 mars, lancé par la C.G.T. et la C.F.T.C. dans le cadre de la journée nationale d'action revendicative, a été suivi à 75 % environ. La durée en avait été fixée à 24 heures, après consultation du personnel, et il est significatif qu'une majorité se soit prononcée pour la journée entière.

Nous avons ainsi fait la preuve que tous ensemble, pour des revendications qui touchent toutes les catégories de travailleurs, il fallait une action d'une autre envergure que les débrayages limités faits par petits groupes.

Mais une grève, même générale, d'une seule journée ne peut faire céder la direction et le gouvernement. Une grève de 24 heures n'a de valeur que si elle est aversive, une menace que si le patronat et la bourgeoisie de l'ensemble du pays ne cèdent pas, nous sommes décidés à entrer en lutte jusqu'au bout. Ce n'était pas

le cas pour cette grève ; c'est pourquoi nous nous demandons tous : et après ?

STOP AU SENS UNIQUE

La direction avait fixé les vacances au mois d'août pour tout le personnel. Or, elle vient de demander aux services travaillant sur le Bristol, compte tenu du travail, de décaler cette date pour certains de façon à ce qu'un roulement soit assuré.

Cela arrange peut-être bien quelques-uns d'entre nous, mais en fait ce genre d'arrangement est toujours à sens unique : la date des vacances nous est imposée et si nous en demandions une modification il nous serait opposé un refus très net.

La direction impose des dates qui transgressent elle-même quand ça l'arrange, ce précédent qu'elle crée doit nous servir aussi quand cela nous arrange, nous.

(extrait du N° 29 de la V. O. - SNECMA)

HISPANO-SUIZA (Bois-Colombes)

AU COMPTE-GOUTTE

Hispano nous a annoncé que pour la fin de ce mois de mars, nous aurons droit à une très appréciable augmentation de... 2 %.

Ce qui fait au bout du compte quelques paquets de cigarettes en plus. Il est vrai que nous sommes désormais habitués à compter en centimes !

Mais de quelque façon que l'on prenne la chose, cela ne fait pas l'affaire. Il y en a assez des pourcentages ridicules, grignotés au fil des mois et que l'on nous octroie au compte-gouttes pour ne pas faire échec au trop fameux plan de stabilisation. La plaisanterie est trop longue et la paye trop courte.

Ce qu'il nous faut c'est une augmentation de 200 F par mois ou 1 F de l'heure, pour tous.

Ce n'est pas un chiffre démagogique, c'est ce que les mangeurs d'heures supplémentaires viennent chercher le samedi.

Et de surcroît, c'est un chiffre à notre portée. Bien sûr, pas avec des grèves tournantes ou des quarts d'heure de débrayage, ni même avec 24 heures, mais avec un mouvement général de tous les travailleurs, pour des revendications communes à tous.

Il faudra y mettre le prix. Mais c'est la seule solution valable.

(Extrait de la V. O. Hispano - Suiza.)

ASSURANCES GÉNÉRALES

(Paris - Richelieu)

BRAVO

LES SYNDICATS

Aux Assurances Générales, dans certains secteurs, les grèves de l'E.D.F. et des transports à eu pour conséquence la distribution de travail domicilié pour compenser la journée « perdue » de ceux qui ne pouvaient venir faute de transports. Aussi le travail a-t-il été fait malgré tout, alors que les grèves sont le seul moyen pour les travailleurs de ces branches de gêner les patrons privés de perturbation la production.

Il est évident après cela que les grèves partielles conduisent les travailleurs à agir les uns contre les autres pour le plus grand profit des patrons. La grève générale sera le seul moyen de ne pas nous gêner mutuellement et de faire aboutir nos revendications.

Toute la presse syndicale a parlé d'un succès de coordination des luttes. Chez nous la coordination a été fautive puisqu'il n'y a rien eu. Bel exploit à l'actif de nos syndicats.

SYSTEME « D »

La perspective de passer une journée de plus chez soi doit faire peur à beaucoup d'employés des A.G. En effet nombreux sont ceux qui habitent loin se sont tout de même débrouillés pour venir gratter mercredi, malgré la grève des transports.

Nous n'essayerons pas de découvrir si c'est la présence de l'épouse, les cris des gosses, puis-que les écoles étaient fermées, ou le manque d'imagination pour se distraire sans télé qui ont fait fuir au galop ces employés modérés.

(Extrait du N° 19 de la V. O. Assurances Générales.)

THOMSON

A NE PAS CONFONDRE

Deux jours de mise à pied à une travailleuse et trois jours pour un travailleur tous deux de G 1. Motif : être sorti après avoir pointé et être rentré avec trois minutes de retard. Les responsables de cette révoltante sanction qui consiste à supprimer pendant plusieurs jours les moyens d'existence à deux travailleurs, les larmes zélés qui manquent suffisamment de scrupules pour avoir le culot de prendre une telle mesure, il est utile que chacun les connaisse afin d'avoir envers eux l'attitude qui leur est due. Non pas en tant que salariés, car qu'ils sont malgré tout, mais en tant qu'exécutants oppressés de l'oppression patronale.

Le premier, c'est un gardien connu pour les « prises de gueule » nombreuses qu'il a eu avec beaucoup d'entre nous, à la cantine ou ailleurs. Son ancien métier lui a laissé les marques profondes

C. A. F. (Rue Viala)

QUAND LA GRENOUILLE SE FAIT BŒUF

Il n'y a pas à dire, pour ce qui est de certains chefs et sous-chefs de service, nous sommes bien servis !

Leur travail n'est en principe ni plus, ni moins qu'un travail d'employé : répartir et coordonner ce qui est à faire. Il n'y a pas de quoi se prendre pour le directeur général en personne !

Pourtant il fallait voir avec quel acharnement le sous-chef d'un service — où les employés menaient une action — défendait les intérêts de la Caisse ! A croire que l'action était dirigée contre elle, une injure personnelle en quelque sorte. Emportée par l'élan, elle en est venue à employer le pronom « je » en parlant de la Caisse !

Malheureusement pour elle, cet admirablement dévouement est à sens unique. Car elle a beau s'identifier à la direction, cette dernière ne s'identifie pas du tout à elle. Quels que soient ses efforts zélés, pour la direction, elle restera une employée. Sa place est de notre côté, elle a le droit de perdre en ne le comprenant pas.

P.S. — Ce qui rend l'histoire encore plus piquante, c'est que la dite personne, déléguée du personnel dans le temps, est toujours déléguée des cadres.

ROUSSEL - U. C. L. A. F.

(Romainville)

**ÇA NE FAIT PAS
LE COMPTE
POUR NOUS**

« Seule l'action nous fera obtenir satisfaction ». Tel est le titre d'un paragraphe du tract CGT, CGT-FO, C.F.T.C. distribué à la sortie de l'usine vendredy. Et la suite peut vraiment le peiner d'être citée « Attendre seulement risque peu de faire avancer le problème ; ceci est amplement démontré par le fait que c'est au conditionnement, où les luttes furent nombreuses et variées en 1963 que de nombreuses ouvrières ont été augmentées de 6 et 8 centimes de l'heure une demi-heure avant la délégation ».

Faisons le calcul : dans le meilleur des cas, celui de l'augmentation de 8 centimes, cela représente une augmentation de 8 x 8 = 64 centimes par jour. A 5 jours par semaine cela fait 320 F. Nous arrivons donc ainsi à la formidable augmentation de 12,80 F par

mois sans compter encore les déductions diverses. Nous ne rejetons pas, bien sûr ces 12,80 F par mois, mais que les syndicats nous présentent cela comme un succès, NON ! Car si tous les travailleurs de l'usine ne savent pas que notre salaire pour la majorité d'entre nous, atteint péniblement 450 F par mois, les syndicats le savent depuis longtemps, eux.

Nous nous attendions pas à un cri de victoire, mais à une protestation violente de leur part, car effectivement « ÇA NE FAIT PAS LE COMPTE ».

Puisque, une fois de plus, ils nous montrent qu'ils se satisfont de bien peu, de beaucoup trop peu à notre goût, la prochaine fois le mieux sera de se passer de leurs services et, non seulement de nous organiser, mais aussi d'entraîner les autres secteurs dans la lutte avec nous.

Et alors, nous ne nous contenterons pas de mettre.

(Extrait du n° 40 de la V. O. UCLAF.)

CHAUSSON (Genevilliers)

**LES MIRAGES
REVENDICATIFS**

Tant il est vrai que pour réaliser l'unité dans la lutte, il faut absolument un objectif clair et précis pour tous, nous devons, une fois de plus, revenir sur le problème de nos revendications. Car, s'il est juste de dire comme la C.G.T. « qu'il faut frapper fort », d'affirmer comme la C.F.T.C. que « l'unité d'action est possible et indispensable », on doit alors se demander pourquoi la lutte revendicative chez Chausson manque de détermination. Certes la division des travailleurs provient d'abord de la direction qui entretient et augmente les catégories. Les ca-

marades de Chenard ont débrayé pour obtenir le nouveau barème que la direction leur a refusé. Pourtant n'est-ce pas faire le jeu du patron que de lutter pour des aumônes qu'elle a accordées à d'autres. D'autre part, n'est-il pas stupide de réclamer, comme le fait la C.G.T., « la réduction de l'éventail des salaires dans une même profession par suppression des deux premières colonnes et demander ensuite une mise immédiate des salaires dans les colonnes du nouveau barème lequel accroît l'éventail des salaires. Ce n'est pas tout ! On nous demande maintenant de lutter pour une prime de 120 F. Sans doute pour avoir le plaisir de lutter à nouveau pour qu'elle soit intégrée dans les salaires, si nous l'obtenions.

Ces revendications contradictoires n'arrivent pas à masquer l'inactivité des syndicats vis-à-vis des revendications importantes pour lesquelles il faut engager la lutte. Mais pour cela il faudrait que nos organisations soient décidées à mobiliser les travailleurs tous ensemble et les derniers mouvements confirment que c'est possible.

(Extrait du n° 159 de la V. O. Chausson.)

PANHARD (Paris - 13^e)

**LE PAPIER
NE PAIE PAS**

Aux ateliers de fabrication, les syndicats ont fait circuler des pétitions pour empêcher la direction d'augmenter le temps de travail d'une demi-heure. Effectivement les pétitions ont l'air d'avoir abouti : on continue à ne faire que 9 h 1/2 par jour.

Nous présumons que les syndicats ont comptabilisé cette campagne de pétition dans la rubrique victoires ! Et quelle victoire ! Seulement pour nous, 9 h 1/2 sont déjà de trop. Nous ne voulons pas faire plus de 40 heures par semaine, et 40 heures avec les cadences actuelles sont déjà de trop.

Mais les 40 heures, le patronat ne nous l'accordera pas à la vue de quelques feuilles de papier, même porteuses de signatures. Pour les arracher, il faudra des luttes d'une autre envergure, telles que celles de 1936.

**LES « GRANDES »
ACTIONS**

Pendant plus d'une semaine nous avons pu lire des tracts C.F.T.C., comme C.G.T., nous parler de grève générale, d'union intersyndicale et bien d'autres choses encore.

Et ce grand remous n'a donné naissance qu'à un mot d'ordre de grève de 2 heures en fin de journée. La montagne venait d'écrouler d'une souris.

D'ailleurs, même ces deux heures, nous n'avons pas eu l'occasion de les faire car la direction nous a mis à la porte pour la journée. Ce mercredi, bien entendu, la direction ne compte pas la perdre, elle nous le fera récupérer un samedi et cela sans que les syndicats protestent. Ainsi le patron n'a rien perdu à l'histoire.

Et voilà notre action à la Pan-

hard dans le cadre de cette « fameuse journée » revendicative. Décidément notre section syndicale est à la tête du combat !

CHAIR A PROFIT

Tous les matins jusqu'à 11 heures environ, un groupe d'une cinquantaine de personnes, parfois même une centaine, fait le poireau devant la porte de l'usine : ce sont des travailleurs qui se présentent à l'embauche de Panhard.

Pendant ces longues heures d'attente sur le trottoir, ils sont bousculés par le va-et-vient entre les usines, le passage incessant des Fenwick.

Vers 11 heures, une demi-douzaine de personnes sont enfin introduites et les autres sont priées de se disperser : on n'a pas besoin d'eux !

La direction, en agissant ainsi, semble accorder une faveur en embauchant un travailleur dont elle bafoue déjà la dignité d'homme.

**CLASSIFICATION
= DIVISION**

D'après la direction, chacun est rétribué selon son travail et sa qualification. C'est ainsi qu'elle justifie les classifications différentes qui correspondent surtout pour nous à des différences de salaire.

La duperie de cette classification, son caractère arbitraire est quotidiennement démontré par ce que nous avons vu dans les Nombres : soit les O.S. qui font un travail de P. 1 (avec la paye d'O. S. bien sûr), de P. 1 qui font le travail de P. 2 etc...

Les classifications constituent pour la direction un moyen de nous diviser et de faire des économies sur notre dos.

Nous devons exiger : A TRA-VAILLÉ EGAL, SALAIRE EGAL. (Extrait du n° 29 de la V. O. Panhard.)

LA TERRE ET LA LIBERTÉ

(Suite de la page 2)

cipe, Huerta détenait toujours le pouvoir.

Dans le Sud, sous la direction d'Emiliano Zapata qui a pratiquement conquis tout le pays à sa suite, la véritable révolution paysanne commence. Partout où il passe, Zapata fait brûler les archives, les contrats, les actes de propriété, à la grande joie des paysans. Un peu partout de véritables jacqueries éclatent, des haciendas sont brûlées et on n'épargne pas le surplus des fourmis aux Espagnols qu'on rencontre, riches propriétaires ou non. On commence à partager des terres. Tout cela se fait dans le plus grand désordre, mais avec âpreté et passion. « Et ce qui avait commencé par être une simple révolution politique devint, grâce à la prise des armes par les paysans, dirigés par Zapata, une révolution paysanne. »

(Victor Alba.)

Certes, les armées populaires n'avaient guère de programme. Mais tant qu'elles n'avaient pas la victoire, elles ne se préoccupaient que de vaincre et le cri de « Tierra y Libertad » valait toutes les programmes, et brisait toutes les citadelles. Les peones et les paysans trouvaient leur enthousiasme dans ces deux mots, l'or dans les églises et le courage en eux-mêmes.

Le pouvoir de Huerta n'aurait pu se maintenir qu'avec l'aide américaine. Mais l'administration démocrate de Wilson, si elle n'avait rien contre le régime de Huerta, bien au contraire, n'entendait pas céder la moindre parcelle de ses intérêts au Mexique. Et dans cette révolution, les intérêts américains eurent assez souvent à souffrir et, si les gringos n'étaient pas tout à fait aussi mal vus que les Espagnols, la Révolution était en grande partie dirigée contre l'oppression raciale des seigneurs de la terre et de ceux du dollar. Les Etats-Unis, incapables d'aller sérieusement, militairement, le général Huerta, autrement qu'en le finançant, envoyèrent au contraire en avril 1914 un corps expéditionnaire à Vera-Cruz pour exiger de Huerta que le pavillon U.S. soit salué, en réparation des « injures » faites aux biens américains.

Les insurgés prirent cela comme une menace directe, et Zapata mit ses troupes à la disposition de Huerta contre les U.S.A. Incapable de garder la direction du pays en faisant les concessions nécessaires à la révolution montante, tout en donnant satisfaction à ses maîtres américains, Huerta démissionna le 15 juillet 1914, pour fuir aux Etats-Unis.

Désormais le bourgeois libéral Carranza était le chef reconnu. Mais il était déjà trop tard pour endiguer la colère populaire. Carranza, cantonné à Mexico nomma des présidents très provisoires qui se succédèrent à un rythme rapide, Carbajal, Iturbide, etc., tandis que les armées populaires qu'il était censé diriger, se divisaient entre leurs chefs directs et pour certains, radicaux. Au nord-ouest Obregon et l'instituteur Calles, au nord-est Gonzales, dans l'Etat de Chihuahua le déjà légendaire Pancho Villa, et dans le sud Emiliano Zapata dirigeaient chacun leur troupe en ne prenant d'ordres que d'eux-mêmes et en n'accordant à Carranza qu'un pouvoir bien symbolique et réduit en fait aux limites de la ville de Mexico. Carranza tenta de réprimer en septembre 1914 une révolte de Villa, mais il fut contraint immédiatement après de réunir une conférence à Aguas-Calientes où la représentation des zapatistes l'emporta de beaucoup.

La situation était instable, Villa et Zapata la résolurent en prenant Mexico.

Mais ces deux hommes ne surent pas quoi faire du pouvoir qui tombait entre leurs mains. Leur première préoccupation fut de s'assurer que les plus pauvres d'entre les Indiens puissent manger. Ils répartirent équitablement les impôts à payer. Ils essayèrent sincèrement de construire un Etat des pauvres, mais ni l'un ni l'autre ne savaient ce qu'il fallait faire. Ils avaient vaincu leurs adversaires, ils avaient pris Mexico mais, contrairement à leur rêve, tout n'était pas réalisé pour autant.

Et les troupes de Carranza, c'est-à-dire celles commandées par Obregon et Calles, aidées par la suite par un corps de 10 000 hommes commandé par le Général Pershing que les U.S.A. en-

vochèrent, finirent par battre Villa et le contraignirent à s'enfuir.

Eliminer Zapata et Villa, détruire la force que représentaient les masses en armes, remettre à leur place les Indiens et les métis, qui avaient eu un temps la prétention de se croire des hommes, tels furent désormais les buts réels des présidents qui se succédèrent à la tête du Mexique. Pour cela, il fallut d'abord désamorcer la charge explosive que représentait le besoin de terre de ces millions de peones. La Constitution promulguée à Queretaro

« RÉVOLUTION » INTERDITE

Le dernier numéro de la revue « Révolution » vient d'être saisi pour un article dénonçant la misère des Antilles françaises.

C'est la première fois depuis la fin de la guerre d'Algérie qu'une telle mesure est prise à l'encontre d'un organe de presse. Après le procès des 18 jeunes Martiniquais, cela rappelle effectivement ce qui se passait il y a deux ans.

De Gaulle vient d'ailleurs, dans un discours prononcé lors de son voyage aux Antilles, de déclarer qu'il n'était pas question d'envisager pour ces pays la solution qui avait été appliquée en Afrique. Voilà qui en dit long sur les raisons qui ont dicté la politique « libérale » de la V^e République en ce domaine.

Mais l'exemple de l'Algérie, après celui de l'Indochine, prouve que si l'on peut interdire des journaux et s'attaquer ainsi aux finances de la presse de gauche, on ne peut « saisir » éternellement la liberté d'un peuple.

Anne FOURVIERE

Les raisons d'une mascarade

(suite de la page 1)

béquilles d'une intervention étatique de plus en plus permanente. Et la force d'un régime, dans un pays où la classe ouvrière est nombreuse et combative, ne réside pas en ses prisons, ses policiers, ses mercenaires, mais dans ses capacités à accorder aux exploités des concessions suffisantes. La solidité de la bourgeoisie américaine et la vigueur des luttes économiques des syndicats américains, n'ont pas d'autre cause. Rien de tel en France. Le bon vieux argument des réformistes, repris depuis par le P.C.F. : « le patron peut payer » cesse d'avoir cours. Les 40 heures, 200 F d'augmentation, la retraite à 60 ans, un salaire garanti, toutes revendications essentielles et minimum des travailleurs, l'économie française actuelle, malgré son apparente prospérité, ne peut les accorder durablement sans tomber en faillite. Plus exactement son apparente prospérité est due au fait qu'elle ne les accorde pas et qu'elle peut intensifier l'exploitation du travail. Il n'y a plus place au réformisme à notre époque. Les revendications les plus immédiates débouchent brutalement sur la nécessité de transformer la société : les patrons ne peuvent plus payer.

La C.G.T. le sait si bien qu'elle s'est toujours refusée à des luttes d'envergure et que les « 40 heures » ont rejoint les revendications révolutionnaires au musée des accessoires de propagande générale, litaines et talismans.

Dans l'action réelle, 28 ans après

36, la C.G.T. réclame le retour « progressif » aux 40 heures. On sait s'adapter et être modeste.

Voilà qui explique, que sortie de son rôle d'avocat et de conseiller juridique, la C.G.T. préconise des grèves limitées sur des objectifs secondaires : primes, changement de catégorie. Faute de pouvoir, sans remettre la société en cause, lancer des luttes générales, les syndicats émettent les revendications et les actions.

Pour le reste, les appareils syndicaux en canalisant, freinant, divisant la lutte ouvrière, sont actuellement et quoiqu'ils en disent, les principales barrières de protection et les principaux soutiens du régime.

Alors pourquoi le P.C.F. s'oppose-t-il verbalement aussi violemment au plan de stabilisation ? Pour des motifs purement électoraux. Il dénonce comme spécifique, ce qu'il qualifie de politique qu'il n'hésiterait pas à appuyer, comme il l'appuya de 45 à 47, pourvu qu'on l'associe, même de loin, au pouvoir.

Mais les ouvriers rechignent à servir de masse de manœuvre et de marche-pied à des politiciens, même syndicaux. Ils refusent de plus en plus les mouvements pour le communiqué. Le discrédit qui entoure la « politique » et les syndicats ne s'explique pas autrement.

La mascarade du 18 mars est la concession apparente des syndicats à la volonté de lutte effective des travailleurs.

Pierre BERGER

ATTENTION !

« VOIX OUVRIERE » paraît toutes les deux semaines. Le prochain numéro daté du 1er avril, sera mis en vente au plus tard le jeudi 3. Demandez-le car il n'est pas toujours affiché. Si vous avez des difficultés à vous le procurer, écrivez-nous ; spécimen contre deux timbres Nous pouvons aussi assurer le service régulier moyennant un abonnement soutien de 10 F pour six mois.

Au Congrès de l'U.E.C.

(suite de la page 1)

du journal « Clarté », de la politique des « bureaux », etc.

Sur le premier point, la condamnation des « méthodes stalinienne », malgré l'apport des « indétérminés » et des membres du bureau, la gauche resta minoritaire face au bloc des pro-parti, mais en ce qui concerne la critique de « Clarté », de la politique passée du bureau (ou plus exactement de l'absence de politique), la gauche obtint la majorité.

Vers la fin du congrès, les positions étaient donc les suivantes : impossibilité de prendre la moindre décision politique, mais forte majorité pour démettre le bureau sortant, malgré, ou justement, à cause de ces navettes.

C'est devant cette situation proche de la scission et dangereuse pour lui que le « bureau » demanda un huis clos pour laver le linge sale en famille.

Former, secrétaire de l'U.E.C., reconnu dans son autocritique, que le congrès était préparé avec le parti communiste, et que les places au futur comité national, qui devait être élu, étaient en réalité déjà partagées, il devait ainsi que le déroulement du congrès n'était qu'un maillage bureaucratique, un compromis entre les politiciens du bureau, et les bureaucrates du parti contre l'opposition de gauche. Des places en échange de l'éviction de la gauche.

A la suite de ces révélations, le bureau était sûr d'être maintenu, la majorité stalinienne ne pouvant faire autrement que d'accepter le compromis passé par le parti lui-même.

Ce fut seulement devant la violente opposition à tous ces truquages (les candidats donneront leur démission) que l'on accepta d'« élire » le comité national dé-

finitivement, mais seulement pour qu'il prépare un nouveau congrès qui, lui, prendra enfin les grandes décisions.

C'est reculer pour mieux sauter : car le déroulement du congrès et sa préparation sont la preuve que la gauche anti-stalinienne reste enfermée, devant le refus de discuter de la majorité, dans le dilemme suivant : ou accepter de se taire, accepter la mainmise totale du Parti sur l'Union, ou scissionner. Mais dans ce dernier cas, elle risque de créer une nouvelle organisation d'étudiants sans lien aucun avec la classe ouvrière, à l'écarter de ses luttes. Elle ne fera pas moins qu'à l'intérieur de l'U.E.C., mais pas plus non plus.

Alors ? Battre en retraite et se maintenir au sein d'une organisation qui ne peut rien faire ou scissionner et ne rien faire de plus.

Pour la tendance de gauche, le problème reste insoluble, l'expérience devrait montrer à ses militants pu'il est impossible, même si l'on a raison, d'espérer faire prévaloir à un moment ou un autre, ses idées au sein d'une organisation stalinienne. Dans celle-ci, par définition, c'est l'écrasement ou l'exclusion.

Pour défendre le marxisme révolutionnaire, pour pouvoir exprimer sa politique, la seule solution est d'œuvrer à la construction, non pas d'une organisation étudiante révolutionnaire, mais d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris, espérons que le Congrès extraordinaire, qui ne peut qu'accroître ce qui s'est déroulé au septième congrès, leur en apportera encore plus clairement la preuve.

André LECOUR

LA GRÈVE DU 18 MARS A LA RÉGIE RENAULT

Le débrayage était prévu pour 9 h. 30 et devait se terminer à 11 h. 30. En fait, au département 14, les délégués C.G.T. se sont empressés d'expliquer aux gars que dans les deux heures, était comprise la demi-heure de casse-croûte des équipes.

Le rendez-vous était fixé devant la Bourse du travail. La foule fut bientôt assez grande car, en plus de ceux de Renault se trouvaient là des travailleurs d'autres entreprises de Boulogne-Billancourt, les postiers et les agents de la R.A.T.P.

Nous avons attendu une bonne demi-heure, puis on nous a gratifiés de deux discours minables, à peine compréhensibles. Aucun mot d'ordre de donné, on nous invita simplement à aller déposer une motion à la mairie. Le cortège s'est alors ébranlé en direction de la Place Sémhat. A peine quelques pancartes réclamant nos « 40 heures », nos « salaires » ou la « retraite à 60 ans ». Pas un appel à la solidarité avec les autres corporations en grève, avec les gars de Saint-Nazaire !

Si au début on entendait scandier quelques slogans, en arrivant au carrefour Sémhat, seuls quelques cris s'élevaient encore de temps en temps. Pas un chant n'a été entonné, pas un appel n'a été lancé susceptible d'orienter la combativité des gars qui pourtant avaient débrayé « pour faire quelque chose tous ensemble ».

Place Sémhat, l'agent chargé de la circulation... barrait la route. Que cela ne tienne, Poperen, secrétaire syndical C.G.T., bon enfant, lui fit signe que l'on tournait à droite... à l'opposé de la mairie !

Boulevard Jean-Jaurès, un autobus se trouvait bloqué par le cor-

tège. Les huées, les sifflets ont fusé vers le conducteur « jaune ». Aussitôt nos bons bureaucrates de former un rempart autour du véhicule, pour que nulle peine, même légère, ne soit faite à ce brave briseur de grève.

Puis le cortège s'est étiré à travers le boulevard Jean-Jaurès et la rue du Vieux Pont de Sèvres.

Un quart d'heure après le départ nous étions à nouveau devant l'usine, non sans avoir été quittés par les manifestants n'appartenant pas à la Régie, qui ne venaient pas ce qu'ils allaient faire dans les rues désertes longeant notre entreprise. Nous sommes passés devant la D.P.R.S. dans un silence respectueux, sans doute pour ne pas troubler le travail de ces messieurs. « C'est pourtant là que nous devrions manifester » entendait-on dans la foule. Parlez toujours ! Le « service d'ordre » était déjà en train de ramasser les pancartes et c'est en promeneurs paisibles que nous avons abordé l'avenue Emile-Zola, non sans avoir perdu encore une partie de nos troupes. A 10 h 40, les restes bien maigres du cortège étaient parvenus aux pieds de la rampe de l'Ile. Là, notre ami, Poperen, sans doute sollicité par des affaires plus importantes, s'est tout simplement esquivé avec son état-major, pancartes sous le bras, laissant les manifestants sur place, désarmés, ne sachant que faire du temps qui leur restait jusqu'à 11 h 30. Après quelques minutes de flottement, la foule s'est dispersée, les uns rejoignant leur atelier, les autres allant au « casse-croûte ».

L'opération destinée à écœurer les gars avait été menée à bonne fin.

B. L.

VOIX OUVRIÈRE

ALORS que l'impérialisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermonucléaire, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tues complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la II^e Internationale sombrant dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratization du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation (est le stalinisme. Il n'a pas seulement décrié les révolutionnaires intégrés, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible, d'autres s'accrochent désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

FACE

- à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins,
- à la bureaucratization des organisations syndicales désertées par les travailleurs,

« VOIX OUVRIÈRE »

veut :

- Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.
- Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.
- Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.
- Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.
- Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.

EN ESPAGNE :

Un régime moribond

EN Espagne franquiste, contre un pouvoir qui interdit le droit de grève et utilise son énorme appareil policier à la répression des mouvements grévistes, la lutte ouvrière, avec ses flux et ses reflux, se développe constamment. Là-bas, il ne saurait être question de quart d'heure de grève ou de débrayage limités, pour adouber les attaques d'un pouvoir dit fort, là-bas face à la dictature ouverte, c'est par milliers que les travailleurs entrent en lutte pour des semaines, voire des mois.

Alors que plus de 5 000 mineurs étaient en grève dans le bassin du rio Tinto, le 11 mars, à Madrid, vers 19 heures, plus de 600 ouvriers se réunissaient dans le hall de la maison des syndicats pour manifester aux cris de : « Nous voulons des syndicats libres », « Nous ne sommes pas des chiens, mais des hommes ».

Depuis le 9 mars, en effet, se tenait au siège de la Phalange, le III^e Congrès de l'Organisation syndicale nationale. Dès l'ouverture, Pedro Lamata, secrétaire général du Congrès déclarait : « Les grèves sont des manifestations anormales, mais nous savons et admettons que jusqu'à ce que nous parvenions à la transformation complète de l'exploitation économique avec une procédure d'arbitrage pour la solution légale des conflits du travail, nous aurons des grèves ».

Cette façon d'aborder le problème était significative d'un état de fait : depuis avril 1962 date du déclenchement de la grande grève des Asturies, le régime a vu se succéder grève sur grève. Ouvriers, paysans, étudiants, chacun à sa manière, malgré la torture, les arrestations, les exécutions, malgré les dénonciations sont tous entrés en lutte, successivement ou ensemble, une fois, deux fois, chaque fois qu'ils y étaient contraints.

La grève, interdite par la loi, traquée, persécutée par le syndicat unique et gouvernemental, renaît sans cesse, en Catalogne, dans les Asturies ou le rio Tinto, dans les campagnes andalouses comme dans les universités, ébranlées sur son passage les piliers les plus fermes de la dictature, secouant le poids de 25 ans d'oppression silencieuse et féroce, renouant avec l'espoir, avec l'esprit de sacrifice de ce prolétariat espagnol qui donna en 1936 au

monde entier, une extraordinaire leçon de conscience de classe et d'héroïsme.

La grève est là, et les moyens policiers ordinaires et extraordinaires sont impuissants à la juguler. La grève est là, et le régime, comme les classes possédantes elles-mêmes, sont contraints de s'adapter à ce nouvel état de fait. Mais au moment même où la Phalange, lors de ses assises nationales, reconnaissait qu'elle devrait désormais compter avec la grève, au moment où pour se tirer d'affaire elle se raccrochait à l'idée du vieux procédé de l'arbitrage obligatoire, à ce moment-là, elle était déjà dépassée. Et les 600 ouvriers qui, malgré la police sont venus à Madrid, risquer leur liberté et leur vie, au cœur même du camp ennemi, ceux-là ont ajouté aux revendications économiques, une claire conscience politique qui donne tout son sens aux mouvements grévistes de ces dernières années.

Dès le lundi après-midi — nous apprend « Le Monde » du 12-3-64 — des tracts clandestins circulaient sous le manteau dans certains quartiers populaires de la capitale, invitant les ouvriers à affluer le lendemain à la maison des syndicats pour demander un salaire minimum de 150 pesetas pour 8 heures de travail (au lieu de 60 pesetas actuellement), le droit de grève et un syndicat ouvrier indépendant, ce que réclamait dans son numéro de février, UNIDAD OBRERA, organe clandestin de l'opposition syndicale.

A ces travailleurs s'étaient joints quelques national-sindicalistes « purs » qui distribuèrent le premier numéro de leur bulletin « ORDEN NUEVO ». Et cela aussi est un des signes de la décomposition du régime — rappelons pour mémoire qu'en novembre 63, l'opposition d'extrême droite, au sein même de la Phalange, avait organisé une manifestation de rue à Madrid aux cris de : « Phalange si Opus dei no » (voir Voix Ouvrière n° 1).

Enfin, aux côtés des travailleurs se trouvaient des étudiants qui diffusaient aussi des tracts affirmant : « Les étudiants de l'opposition se trouvent aux côtés des travailleurs dans leurs justes revendications... Nous ne resterons pas inactifs devant la lutte des ouvriers pour les libertés démocratiques ».

« Le Monde » rapporte que les incidents (bagarres, jets de bouteilles de bière, vitres brisées, etc.) éclatèrent lorsqu'un délégué syndical invita les groupes à se disperser « puisque, dit-il, vos représentants sont en train d'étudier ici-même, des problèmes syndicaux », les ouvriers répliquèrent : « Ils ne représentent rien du tout ». La police n'intervint qu'après que les délégués syndicaux aient pris violemment à parti les manifestants ouvriers.

On annonça 200 arrestations. Vingt quatre heures après, un démenti officiel réduisit ce nombre à 14. Le chiffre exact, on ne le connaîtra sans doute jamais. Mais ce qui est important, c'est qu'une telle manifestation ait eu lieu. C'est que dans l'Espagne de Franco, il se soit trouvé des ouvriers et des militants pour proclamer ouvertement, dans une manifestation de caractère politique, que la lutte de classe rejette tous les carcans que l'on avait pu lui imposer depuis tant d'années, que le prolétariat devait avoir une organisation syndicale indépendante de l'Etat et du gouvernement et pour affirmer qu'ils étaient prêts à défendre ces droits en dehors des voies légales.

Tandis que les ouvriers de l'usine automobile « Pegaso » de Madrid débrayaient deux heures pour protester contre les arrestations et affirmer leur solidarité avec les manifestants, l'agitation se poursuivait dans le milieu étudiant. Le vendredi 13, à la suite de l'interdiction d'un cours, une centaine d'étudiants occupèrent de nuit un amphithéâtre de la faculté. Le lundi 17, ils étaient plusieurs centaines à manifester devant le siège du syndicat universitaire (unique et obligatoire lui aussi) le S.E.U., aux cris de : « S.E.U. no ».

Les forces de police intervinrent à coups de matraque, mais la manifestation reprit un peu plus loin et elle devait durer des heures. De semblables incidents se produisirent simultanément à Saragosse, Barcelone, Séville, etc.

Mais tandis que le prolétariat accablé au prix d'un tel tenace et douloureux à la conscience de sa force, les problèmes politiques de l'Espagne actuelle se trouvent singulièrement aiguës pour les classes dirigeantes du pays comme pour les bons amis de l'OTAN.

Il y a longtemps que le problè-

me de la succession de Franco se pose à la bourgeoisie espagnole. Longtemps que la prétendue Régence (l'Espagne est une monarchie vacante dont Franco est le régent, le prétendant au trône, Don Juan, fait ses études) à cessé d'être une nécessité vitale pour le maintien de la domination de classe de l'oligarchie espagnole. Une dictature sanglante établie sur une guerre civile est une solution extrême, solution générale même pour la bourgeoisie et de toute manière dangereuse, car elle porte en soi des germes de troubles et de conflits ultérieurs. Il ne suffit pas d'avoir un dictateur, encore faut-il pouvoir le remplacer. Et la crise de succession de Franco ouverte après la mort de Franco risquerait d'entraîner des troubles graves. Pour éviter d'avoir à courir ce risque, les classes possédantes espagnoles ont pris depuis quelques années des distances vis-à-vis de Franco qu'il s'agisse de problèmes nationaux ou internationaux (ONU, Marché commun, etc.). La grève de 1962 a précipité ce processus et rendu plus brûlant le problème de l'avenir.

Ferme soutien du régime depuis 36, l'Eglise après 1962 a amorcé une volte-face caractéristique. Ce fut d'abord la base qui manifesta son opposition lors de la répression aux Asturies et en pays basque. Puis, peu à peu, la hiérarchie entière prit le virage. Lorsque le rapport de forces se modifia clairement en faveur des mineurs, elle se déclara toute prête à défendre leurs droits. Aujourd'hui les organes de sa presse de la HOAC (confédération ouvrière catholique) et de la JOC (Jeunesse ouvrière catholique) réclament le droit de grève et l'autonomie des syndicats.

À Munich en 1963, des représentants avertis de la bourgeoisie espagnole, lors d'un congrès « démocratique » abordant le problème de l'avenir politique de l'Espagne.

Et si ces hommes sont aujourd'hui inquiétés — certains sont exilés — ce n'est pas que leur heure ne soit pas venue, c'est que Franco, le vieux dictateur, ne veut rien entendre et s'accroche à sa place. Il a fait tuer certains, torturer les mineurs asturiens, emprisonnés leur femmes, arrêter des intellectuels, casser des militants phalangistes compromis dans les grèves, etc. Mais c'est l'utter contre des moullins à vent, l'heure est venue pour Franco de quitter la place. La bourgeoisie ou, plus précisément, son aile la plus dynamique en a pris clairement conscience et le peuple espagnol par ses manifestations a précipité l'échéance. Franco peut encore gagner du temps, persister dans une attitude de guerre civile, le qui équivaut à un chantage, ses jours sont comptés.

Quel sera alors le sort de l'Espagne ? Celui de l'opposition démocratique qui groupe péle-mêle, bourgeois, libéraux, radicaux, catholiques, socialistes, voire monarchistes et, bien sûr, avec les réticences habituelles, le P. C. espagnol ? Celui des classes dirigeantes qui rattachent hâtivement une constitution à leur mesure ? Celui du peuple espagnol qui conquiert dans la lutte son droit à l'existence et à la dignité ? Nul ne peut le dire avec certitude. Aujourd'hui, comme l'écrivaient les étudiants le 13 mars, le prolétariat espagnol qui lutte pour ses conditions d'existence, lutte aussi pour les « libertés démocratiques » et son combat sera utilisé par tous les partis de la démocratie bourgeoise renouée ou catholique. Mais le prolétariat espagnol qui a beaucoup souffert et beaucoup appris, saura-t-il se créer une organisation et une direction révolutionnaire capable de le conduire à un avenir certain ? La lutte qu'il mène aujourd'hui atteste de sa vigueur et de son héroïsme, puisse-t-elle permettre aussi la formation d'une avant-garde révolutionnaire indispensable à la conquête du pouvoir et sans laquelle il n'y a pas pour lui d'émancipation possible.

Michèle TOURNAY

Directeur-Gérant : M. SCHREEDT
IMPRIMERIE PARISIENNE
WILSON - PROUDHON
86, avenue du Président-Wilson, 86
La Plaine-St-Denis (Seine)

Distribué par les N.M.P.P.
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

LA PREMIÈRE RÉUNION PUBLIQUE ORGANISÉE PAR VOIX OUVRIÈRE ...

La première réunion publique organisée par « Voix Ouvrière » a eu lieu le jeudi 19 mars, en soirée, à la Mutualité, dans une salle du premier étage. Destinée plus particulièrement aux étudiants, elle avait comme sujet : « Le P.C.F. est-il le parti de la classe ouvrière ? » et avait pour but de tenter de dissiper les illusions de beaucoup de jeunes intellectuels qui ont conscience de la trahison par le P.C. des objectifs socialistes, mais qui croient cependant que ce parti représente les aspirations du prolétariat ou, même, plus simplement, qu'il a dans les entreprises une base vivante et agissante.

La salle, de trois cent cinquante places, était largement remplie lorsque le camarade Caral, de la Régie Renault, prit la parole.

Après avoir rappelé que « Voix Ouvrière » se plaçait sur le terrain du marxisme-léninisme tant en ce qui concerne le rôle du prolétariat que celui du parti révolutionnaire, son exposé retraça brièvement les principales étapes du développement et de la politique du P.C.F. depuis ses origines. Puis, après une critique du renouveau du P.C.F. à la révolution socialiste, il tenta de montrer concrètement l'absence d'activité, ne serait-ce même que politique, du P.C.F. au sein des grandes entreprises. Aucun effort pour organiser les travailleurs, aucun effort pour les éduquer, les transformer, peu ou pas de bulletins réguliers, tracts, sauf dans les « grandes occasions » (élections, etc.). Pas de vie politique propre, même dans les cellules d'entreprise, pratiquement inexistantes, dans le combat quotidien. Comment la seule activité du P.C.F. est l'activité syndicale, nécessaire, mais certes pas suffisante et comment surtout cela indique que le P.C.F. ne peut pas regrouper les militants dans les entreprises autre-

ment qu'en utilisant les possibilités légales (heures de délégation, de commissions, etc.), que lui offre l'appareil syndical. Comment aussi l'utilisation de l'appareil lui permet d'écarter de fait les ouvriers et militants du rang.

Après l'exposé de Caral, la discussion fut ouverte. Les interventions furent assez nombreuses et très variées, conférant à cette réunion un caractère très vivant. Pour ne rapporter que les principales : — un camarade de Programme Communiste reproche à Caral et à « Voix Ouvrière » de ne pas être retourné à « marxisme véritable » en remettant en cause non seulement la politique du P.C.F. mais aussi un certain nombre d'options politiques, ce qui se traduit par la mise en avant de revendications opportunistes. Il termina son intervention en appelant l'auditoire à rejoindre le véritable « Programme Communiste ».

— Un auditeur déclara que s'il admettait que le P.C.F. ne fasse pas toujours ce qu'il faut, il fallait peut être aussi voir si la classe ouvrière n'avait pas perdu son esprit révolutionnaire, et il donna comme exemple le fait que la C.G.T. avait été « contrainte » finalement de signer les accords Renault, et que malgré qu'elle fasse continuellement de la propagande pour les 40 heures payées 48, cela n'empêchait pas les travailleurs de faire des heures supplémentaires parce qu'ils étaient endettés par toute une série d'achats à crédit.

— Un autre demanda ce qu'il fallait penser de l'évolution de la C.F.T.C.

— Quelques autres déclarèrent qu'il était faux que le P.C.F. n'essaye pas d'éduquer les travailleurs puisqu'il existait des « écoles du Parti » destinées à ses membres, à quoi il fut répondu de la salle que l'enseignement de ces écoles consistait principalement

à l'étude de la biographie de Thorez.

— Au cours d'une intervention sympathique, un camarade G.E.D. demanda à Caral de compléter son exposé par une deuxième partie, constructive, qui ne soit pas seulement tournée vers le passé, époque de pénurie, alors que nous sommes dans une économie d'abondance.

— Quelqu'un déclara que les affirmations de Caral, suivant lesquelles les votes obtenus par le P.C.F. aux élections n'étaient pas entièrement constitués par des travailleurs et qu'en conséquence la majorité des travailleurs ne votait pas pour lui, ne lui paraissait pas convaincante et demanda qu'étaient donc les 25 % qui votent P.C.F.

Plusieurs travailleurs de différentes branches — Imprimerie, Renault, électronique — prirent la parole pour porter témoignage de ce qu'était la politique du P.C.F. dans leur entreprise.

Le président proposa le micro à ceux qui n'arrivaient pas à parler de la salle, mais personne ne jugea utile d'y recourir.

La salle, sympathique, écoutait gravement et silencieusement tout le monde et applaudissait généreusement amis et adversaires.

Et la réunion se termina, après que Caral ait repris la parole pour répondre de son mieux aux questions qui lui avaient été posées, par une collecte pour couvrir les frais de location de la salle et qui rapporta 53.800 anciens francs.

En conclusion, cette réunion si modeste qu'elle ait été, est un encouragement pour « Voix Ouvrière », encouragement qui ne peut que l'inciter à utiliser un peu plus souvent dans l'avenir cette forme de contact et d'échange avec tout ou partie de son public, qu'est une réunion publique.